



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG
NEW YORK OFFICE**

CARTOGRAPHIER LA GAUCHE AU CANADA

Souveraineté et solidarité au XXI^e siècle

Par Andrea Levy et Corvin Russell

Table des matières

Combattre le pouvoir établi. Par les éditeurs.....1

Cartographier la gauche au Canada

Souveraineté et solidarité au XXI^e siècle.....2

Par Andrea Levy et Corvin Russell

La scène parlementaire.....	4
Le NDP.....	4
Un moment important : l'arrivée de Québec solidaire.....	7
Le terrain syndical	8
Le syndicalisme social.....	9
Changements de terrain : les mouvements sociaux.....	12
La résistance autochtone.....	12
No pasarán : l'opposition aux oléoducs.....	17
Solidarité sans frontières.....	19
Femmes : deux pas en avant, un pas en arrière.....	21
Carrés rouges, printemps érable : la grève étudiante au Québec.....	22
La fonction d'allié.....	23
Cultiver la pensée critique.....	24
Bâtir des ponts.....	28

Publié par la Rosa Luxemburg Stiftung, bureau de New York, février 2017.

Éditeurs : Stefanie Ehmsen et Albert Scharenberg

Adresse : 275 Madison Avenue, Suite 2114, New York, NY 10016

Courriel : info@rosalux-nyc.org; **téléphone** : +1 (917) 409-1040

Avec le soutien du ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne.

La Fondation Rosa Luxemburg est un organisme progressiste, sans but lucratif, qui agit à l'échelle internationale pour favoriser l'éducation à la citoyenneté. En coopération avec beaucoup d'autres organismes de par le monde, la Fondation soutient la participation démocratique et sociale, le renforcement des capacités des groupes défavorisés, les options de rechange en matière de développement économique et social et la résolution pacifique des conflits.

Le bureau de New York a deux grands mandats : travailler sur les dossiers touchant les Nations Unies et soutenir un dialogue avec les progressistes présents dans les universités, les syndicats, les mouvements sociaux et le champ politique en Amérique du Nord.

Combattre le pouvoir établi

Sur le plan international, le Canada a la réputation d'être un pays bienveillant : sa politique étrangère serait ancrée dans la coopération et les droits de la personne, son champ intérieur régi par les politiques et les valeurs de la social-démocratie. Cette réputation découle peut-être, en partie, d'un fort contraste avec un voisin du Sud nettement moins bienveillant. Quoi qu'il en soit, l'histoire nous révèle une réalité plus complexe. Le traitement infligé aux Premières Nations et aux travailleuses et travailleurs migrants, la dépendance malade envers l'extraction des ressources naturelles au pays et à l'étranger, montrent bien que le Canada n'a pas toujours été bienveillant envers ceux qui l'habitent ou envers la planète que nous avons en commun.

Les neuf longues années du règne de Stephen Harper comme premier ministre ont imposé un virage marqué vers la droite, ajoutant à l'histoire du pays un nouveau chapitre axé sur la destruction et la souffrance. L'élection de Justin Trudeau, ce beau garçon médiagène qui est le rejeton de la dynastie libérale la plus célèbre du Canada, a occulté le virage en question pour beaucoup d'observateurs internationaux. Certes, Trudeau représente un néolibéralisme plus doux, notamment en ce qui a trait aux questions de genre et de sexualité. Mais sa décision récente d'approuver deux grands projets d'oléoducs ne permet plus d'en douter : son administration poursuivra toutes les démarches habituelles. *Business as usual.*

L'univers politique canadien ne se limite pas, cependant, aux seuls libéraux et conservateurs. Dans le champ électoral, le Nouveau Parti démocratique – même s'il ne connaît pas son heure de gloire en ce moment – représente une solution de rechange démocratique aux partis néolibéraux du centre et de la droite. Quant à Québec solidaire, parti socialiste pluraliste dont la petite taille n'empêche pas le dynamisme, il s'emploie à élargir le cadre de ce qui est possible dans le champ politique du Québec. Hors du champ électoral, les protestations étudiantes du printemps érable de 2012 font partie des luttes contre l'austérité les plus marquantes des dernières années. De même, la résistance des Premières Nations à l'extractivisme et à la construction d'oléoducs, qui se manifeste un peu partout dans l'immensité du territoire canadien, est devenue un modèle à suivre et une source d'inspiration à l'échelle du monde. Enfin le syndicalisme, bien qu'il soit en déclin, manifeste beaucoup plus de force qu'aux États-Unis, et des intellectuels brillants et féconds continuent de trouver des points d'ancrage dans les universités progressistes à l'échelle du pays.

Dans la présente étude, Andrea Levy et Corvin Russell, coordonnateurs de la rédaction de la revue *Canadian Dimension* – ils vivent respectivement à Montréal et à Toronto – explorent le paysage de la gauche contemporaine au Canada. Quelles sont ses forces et ses faiblesses ? Quelles fissures de l'État néolibéral et extractiviste pourrait-elle exploiter ? Et, question centrale entre toutes, vers quel terrain commun les gens pourraient-ils converger malgré la profondeur des clivages géographiques et linguistiques ? La question de la souveraineté du Québec et des Premières Nations est incontournable si l'on veut comprendre l'histoire politique du Canada. Il s'agit d'un motif récurrent de l'analyse présentée ici de l'état de la gauche.

Stefanie Ehmsen et Albert Scharenberg
Codirecteurs du bureau de New York, février 2017

Cartographier la gauche au Canada

Souveraineté et solidarité au XXI^e siècle

Par Andrea Levy et Corvin Russell

S'il existe un seul thème qui caractérise le champ politique de la gauche canadienne et québécoise depuis les années 1960 ou même avant, c'est l'aspiration à la souveraineté nationale. Au Québec, pour la gauche tant sociale-démocrate que radicale, la poursuite de la justice sociale est inextricablement liée à la libération nationale et à la création d'un État souverain émancipé du joug colonial de la fédération canadienne. En même temps, pendant des décennies, une part considérable de la gauche canadienne anglaise a cru que tout projet de gauche viable devait en premier lieu libérer l'économie et la politique étrangère canadiennes de la domination exercée par la superpuissance au sud. Et aujourd'hui, la lutte renouvelée des peuples autochtones du Canada et du Québec pour l'autodétermination modifie peu à peu la nature du champ politique de la gauche à l'échelle du pays : prenant enfin acte, comme nous aurions dû le faire depuis longtemps, de la brutale dépossession historique infligée aux premiers habitants des lieux que nous appelons Canada et Québec, nous sommes perturbés dans notre façon de voir les choses, et le concept de colonialisme de peuplement se trouve désormais au cœur d'une part importante des analyses et du militantisme de la gauche contemporaine.

Ironie de l'histoire, peut-être, mais non pas accident, ces nationalismes parallèles et parfois antagonistes se sont affirmés avec la plus grande force à l'ère de l'accélération de la mondialisation capitaliste, alors que l'exercice réel de la souveraineté nationale est de plus en plus réduit, en pratique, par un monde branché et interdépendant, par des ententes com-

merciales de plus en plus ambitieuses conçues pour servir les grandes entreprises, et par une fin de partie écologique à l'échelle de la planète nécessitant des stratégies qui ne relèvent plus des États nationaux.

Le colonialisme inscrit dans les fondements de l'État canadien a laissé des fractures et des blessures profondes dont on ne s'étonnera pas de retrouver les traces dans les idées reçues et les tensions du champ politique de la gauche au sens large. Dans le passé, la gauche sociale-démocrate du Canada s'est montrée au mieux indifférente, au pire hostile au projet et à la perspective de l'indépendance du Québec. Et si la gauche radicale a manifesté, dans l'ensemble, une plus grande sympathie pour le nationalisme de gauche au Québec, le dialogue dans les deux cas est entravé par la barrière linguistique : il y a des gens de gauche, au Canada et au Québec, qui ne peuvent littéralement pas se comprendre.

Même à l'intérieur du Canada anglais, la gauche manifeste une fragmentation régionale. Dans le deuxième pays du monde par la superficie, la géographie, presque autant que l'idéologie, fait obstacle à la communication et à l'unité. Les distances sont grandes et les rencontres nationales permettant les échanges directs sont coûteuses et difficiles à organiser. Il existe ainsi des cultures de gauche régionales qui ne se connaissent guère : peu de gens de gauche en Nouvelle-Écosse, par exemple, sont bien renseignés sur la composition et les activités de la gauche en Colombie-Britannique. Les défis en termes d'organisation sont immenses.

En plus des tensions découlant des particularités du territoire de l'État canadien, on constate les disputes et les divisions plus ou moins communes à la gauche à l'échelle de l'Occident : le conflit, par exemple, entre une sociale-démocratie de type « troisième voie » de plus en plus exsangue, incarnée par le Nouveau Parti démocratique aux niveaux fédéral et provincial, et une petite gauche anticapitaliste qui est vigoureuse sur le plan intellectuel mais à peu près dépourvue de structures politiques ou organisationnelles. Un parti inclusif de la gauche radicale contemporaine, comme ceux qu'on a bâtis en Europe – Syriza, Die Linke, Podemos – n'a pas encore émergé au Canada, bien qu'au Québec on ait vu naître Québec solidaire sur le modèle du parti de coalition englobant de multiples tendances organisées.

La gauche au Canada et au Québec est également marquée par la tension entre la vision politique de la redistribution, au cœur de l'entreprise traditionnelle de la gauche sous ses formes tant réformatrice que radicale, et la vision politique de la représentation qui anime beaucoup de mouvements progressistes contemporains, qu'il s'agisse d'une vision féministe ou des droits des personnes transgenres. Cette disjonction s'ajoute à un clivage entre les générations en ce qui a trait aux priorités politiques, notamment au sein de la gauche des mouvements sociaux et de la gauche radicale au Canada anglais : il existe un décalage entre ceux et celles dont la pensée politique a été formée avant 1980 et ceux et celles qui ont été politisés plus tard. Dans l'analyse et la pratique politiques de ces dernières cohortes, l'oppression structurelle des minorités marginalisées, et plus particulièrement la question du racisme structurel et du privilège blanc, occupent souvent le premier plan. Il existe une perception, particulièrement répandue parmi les jeunes femmes militantes et les militantes et militants de couleur, que la culture traditionnelle de la gauche implique une prédominance des hommes blancs qui n'est pas reconnue et qui

créée, pour ces personnes, un climat inhospitalier. Souvent elles voient les organisations de gauche comme des environnements qui reproduisent leur marginalisation, que ce soit par ignorance des enjeux qui les intéressent, par une incurie à analyser ces enjeux, par manque de sensibilité à des différences importantes en matière d'expérience et de connaissances collectives, ou par la conviction toujours renouvelée que la lutte de classe constitue la lutte primaire.

Cette situation constitue un défi pour certaines personnes, ancrées dans les traditions plus anciennes de la gauche, qui voient dans le cadre de l'identité une démarche qui efface ou qui minimise l'analyse de classe et qui s'aligne sur les concepts libéraux-individualistes de l'émancipation. Mais les personnes qui affirment la primauté de l'analyse de classe n'ont pas toujours mis de l'avant leurs propres cadres productifs pour susciter le débat avec les mouvements organisés autour de la race, du genre, de l'orientation sexuelle ou de l'indigénité, et leur manque de finesse à l'égard de ces enjeux a rendu l'analyse de gauche traditionnelle suspecte aux yeux de beaucoup de jeunes progressistes.

Si les divisions internes ne suffisaient pas pour rendre difficile l'unité et la cohérence des forces progressistes, le caractère inexorable des politiques de droite mises en œuvre pendant dix ans ont éprouvé la force et drainé les ressources de beaucoup d'organisations de gauche. À l'automne 2015, le Canada est sorti d'une décennie du gouvernement le plus réactionnaire de l'histoire moderne du pays : pendant cette période, le mouvement syndical, les programmes sociaux, les protections accordées par la loi à l'environnement, les pratiques de la démocratie représentative et le droit à la dissidence étaient systématiquement attaqués. Même la science a subi la répression du gouvernement conservateur du premier ministre Stephen Harper. Dans ce contexte,

la gauche sous toutes ses formes a surtout livré un combat d'arrière-garde pour protéger les acquis du passé contre les incursions soutenues du néolibéralisme économique et du conservatisme social. Mais malgré un terrain rocailleux, le paysage de la gauche au Canada

et au Québec n'a pas été aride. On y a vu des moments, des mouvements, et même des partis d'opposition notables et qui ont laissé leur marque. Le bref survol proposé ci-dessous offre une vue aérienne des luttes, des revers et des succès de la gauche contemporaine.

La scène parlementaire

Le NDP

À la différence de ses contreparties en Europe et en Australasie, le parti social-démocrate du Canada n'a jamais accédé au pouvoir à l'échelle fédérale, même si ses ailes provinciales ont formé de nombreux gouvernements depuis la fondation du Nouveau Parti démocratique (NPD) en 1961. Le système électoral majoritaire uninominal à un tour du pays, que le NPD a toujours défendu jusqu'à ce qu'il décide récemment d'appuyer, tout au moins formellement, la représentation proportionnelle mixte, a contribué à assurer l'alternance au pouvoir des partis libéral et conservateur, tous deux assujettis au grand capital et acquis, depuis les années 1970, au programme néolibéral de ce dernier. Le NPD a également été exclu des corridors du pouvoir en raison d'une incapacité, qui paraissait absolue, de se faire élire au Québec à cause de son hostilité historique envers les aspirations nationalistes du Québec, et ce malgré la « Déclaration de Sherbrooke » (adoptée par le parti il y a plus de dix ans) par laquelle il s'engageait à reconnaître une décision à la majorité simple issue de tout référendum québécois sur l'indépendance. Les électrices et électeurs progressistes du Québec, dont la majorité appuie l'objectif de l'indépendance, estimaient à juste titre que le NPD était viscéralement opposé à toute rupture de la fédération canadienne. Le parti semblait ainsi condamné à errer dans le désert politique du

Québec : dans le demi-siècle d'intervalle entre sa fondation et l'élection fédérale de 2011, il n'a élu au total que deux députés dans la province.

Les fortunes du NPD prirent deux virages surprenants dans le nouveau millénaire. En 2011, son centre de gravité se déplaça massivement vers le Québec où contre toute attente, le parti captura 60 p. 100 des sièges, formant de façon également imprévue, et pour la première fois de son histoire, l'opposition officielle à la Chambre des communes. (Pour une analyse en profondeur de la réussite du NPD en 2011, voir Murray Cooke et Dennis Pilon, *Left Turn in Canada? The NDP Breakthrough and the Future of Canadian Politics*, New York, RLS-NYC, 2012). Une constellation de facteurs avait produit ce résultat inattendu, y compris le mécontentement grandissant des électeurs du Québec à l'endroit du Bloc québécois (parti favorable à l'indépendance du Québec, appuyé par les électeurs nationalistes depuis des décennies) et une antipathie répandue envers les conservateurs de Harper. Le jeu comprenait aussi une carte imprévisible, celle de la personnalité : les libéraux proposaient comme premier ministre un candidat étrangement dénué de charisme, Michael Ignatieff, tandis que le candidat du NPD, qui dirigea le parti de 2003 à 2011, était l'affable Jack Layton, né au Québec. (La popularité de Layton redoubla lorsqu'on sut qu'il était atteint de cancer, et avant son décès prématuré en 2011 il céda la direction du parti à un

autre Québécois, Thomas Mulcair). Mais le renversement réalisé par le NPD au Québec était assorti d'une stagnation de ses appuis dans le reste du pays, où les modestes gains du parti sur le plan du vote populaire ne lui valurent qu'une poignée de sièges supplémentaires.

Le NPD était certainement perçu par la majorité des citoyennes et citoyens du Canada et du Québec comme un parti à la gauche des libéraux, mais l'élection suivante changea la donne. Souffrant d'une surdose d'électorisme mal conçu, le parti choisit en effet de faire campagne sur une plateforme qu'on pouvait à peine distinguer de celle des libéraux (vainqueurs) sous la direction de Justin Trudeau (celui-ci est un rejeton de Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada de la fin des années 1960 au milieu des années 1980). Trudeau fils, célèbre pour ses qualités photogéniques, dirige un parti qui est passé maître dans l'art de faire campagne d'une manière vaguement centre-gauche, puis de gouverner d'une manière décidément centre-droite. Bon nombre de critiques de gauche ont jugé que le leader du NPD, Thomas Mulcair, avait une responsabilité particulière dans le fait d'avoir laissé filer la première chance réelle du NPD de prendre le pouvoir.

Cette défaite historique au niveau fédéral fut compensée, dans une certaine mesure, par un succès imprévisible au niveau provincial : l'élection d'un gouvernement NPD la même année en Alberta, province qui manifestait depuis 44 ans une adhésion sans failles au parti conservateur. Mais cette victoire coïncidait avec l'effondrement des prix du pétrole dans une province dont l'économie tourne depuis longtemps autour de l'extraction et de l'exportation des combustibles fossiles, plaçant le nouveau gouvernement de Rachel Notley dans la position peu enviable de celui qui préside à l'inévitable recul économique de la province.

Au cours des décennies et tout au long de ses fluctuations électorales, le NPD est resté dans

la norme des partis sociaux-démocrates de la troisième voie, se délestant systématiquement des vestiges de son héritage socialiste et épousant des politiques néolibérales plus ou moins atténuées, y compris le libre-échange. En même temps, le NPD a continué de s'éloigner de sa base par un processus de professionnalisation qui a vu le parti compter de plus en plus sur des organisateurs payés et des gestionnaires d'opinion publique trouvant leurs repères dans les sondages d'opinion.

Au pouvoir au niveau provincial, les gouvernements NPD ont fait écho aux poncifs néolibéraux concernant la « responsabilité fiscale » et le danger inhérent aux déficits; ils ont présidé aux coupures aux services publics et même aux privatisations, comme l'a fait le gouvernement de la Saskatchewan dirigé par Roy Romanow dans les années 1990. Il y eut des exceptions, cependant, et notamment le gouvernement NPD de Howard Pawley au Manitoba, qui dans les années 1980 refusa de suivre le courant néolibéral, s'engageant à combattre l'inégalité par les dépenses de l'État. Au niveau fédéral, bien que Jack Layton ait amené le parti dans le nouveau millénaire à renoncer explicitement au socialisme et à son refus historique de la participation canadienne à l'OTAN, néanmoins il opposa fermement la participation canadienne à la guerre en Irak, faisant écho à un sentiment largement répandu qui déclencha des manifestations urbaines un peu partout au Canada et particulièrement au Québec. De par ses traditions et ses programmes, comprenant notamment la persistance d'un caucus socialiste formé en 1981, le NPD se démarque toujours comme l'acteur le plus progressiste de la scène parlementaire au Canada. La pilule fut donc amère pour les gens de gauche lorsque Thomas Mulcair promit, en 2015, qu'un gouvernement NPD allait produire des budgets équilibrés et éviter d'augmenter les taxes payées par les plus riches, même si les taux d'imposition marginaux de l'élite canadienne avaient connu une diminu-

tion marquée au cours des cinquante dernières années – tout comme les taux d'imposition des entreprises, d'ailleurs, et ce malgré la multiplication des révélations, au Canada et ailleurs, sur l'ampleur colossale de l'évitement fiscal.

À rebours de ces tendances historiques, qui ne sont aucunement une particularité de la sociale-démocratie canadienne, il y a eu au fil des décennies des tentatives d'amener le parti vers la gauche, que ce soit en le tirant ou en le poussant. La plus importante de ces tentatives a eu lieu à la fin des années 1960, alors que le NPD n'avait pas encore dix ans, avec la création par un groupe d'universitaires socialistes du «Waffle», groupe dissident dont la plateforme explicitement anticapitaliste et nationaliste de gauche proposait que le Canada s'émancipe de la domination économique des États-Unis et que le Québec devienne indépendant. Chassé du parti en 1971 avec l'appui du mouvement syndical, le Waffle a trouvé une sorte d'héritier dans la Nouvelle Initiative politique (NIP) apparue au tournant du millénaire. Mais alors que le Waffle était ouvertement socialiste et s'intéressait surtout aux enjeux économiques, la NIP était ancrée dans les nouveaux mouvements sociaux et cherchait à ouvrir le NPD, sur le plan politique et organisationnel, aux mouvements basés sur le genre, l'orientation sexuelle et la race, ainsi qu'aux courants environnementaux et altermondialistes. La vision de la NIP était celle d'un parti plus inclusif, basé sur ses membres, fonctionnant selon les principes de la démocratie participative et moins obsédé par les campagnes électorales. Mais en l'absence d'un mouvement de masse social qui aurait ancré le parti à gauche, on vit prévaloir les forces modératrices des syndicats ainsi qu'une logique électoraliste, et le NPD continua de courir après les votes en cherchant à se positionner comme le champion de la classe moyenne. Il se déplaçait vers la droite même sous la direction du charismatique Jack Layton, qui donna au parti une allure plus fraîche, plus écuménique, plus urbaine et plus raffinée,

mais qui soutint l'élimination du mot « socialisme » de la constitution du parti.

L'effort le plus récent pour tirer le NPD vers la gauche est actuellement en cours. Le manifeste « Leap » (« Grand Bond vers l'avant » en français) fut lancé par l'auteure Naomi Klein, née à Montréal, et son mari d'origine torontoise Avi Lewis, héritier de deux générations de dirigeants politiques du NPD. Dénoncé par les médias conventionnels comme un texte d'un radicalisme délirant, le manifeste présente une large vision rouge-verte comprenant le passage aux énergies renouvelables qui pourraient libérer le pays de la dépendance aux combustibles fossiles; un moratoire sur les oléoducs; le soutien aux droits des Autochtones; l'opposition aux ententes commerciales qui sapent les efforts nationaux et locaux pour réglementer l'économie; l'engagement de protéger les services publics contre les pressions de la privatisation; et la proposition d'envisager l'idée d'un revenu annuel garanti. L'initiative se voulait manifestement, entre autres choses, une invitation provocatrice au parti à faire un bond vers la gauche, comme en témoignent la décision controversée de chercher à le faire entériner par le congrès du parti en 2016 et le choix même du mot « Manifeste », allusion au Manifeste de Regina de 1933 – programme de l'un des partis cofondateurs du NPD, qui réclamait l'abolition du capitalisme et la création d'une économie socialiste – et aussi au manifeste du Waffle « Pour un Canada indépendant et socialiste ».

Le manifeste « Grand Bond vers l'avant » pourra-t-il, comme l'espèrent beaucoup de progressistes, catalyser le renouveau de la gauche au sein du NPD ? Nous n'avons pas encore la réponse. Les délégué-e-s au congrès du parti ont voté de débattre des politiques proposées par le manifeste, mais celui-ci fut rapidement rejeté, comme on pouvait s'y attendre, par le gouvernement NPD nouvellement élu en Alberta, où toute proposition de limiter l'explo-

tation des sables bitumineux (catastrophique pour l'environnement) suscite la colère des élites économiques locales. La position du NPD fédéral lui-même sur la lutte aux changements climatiques a été tiède au cours de la dernière décennie, et le clou de son plan actuel est un régime de plafonnement et échange.

Un moment important : l'arrivée de Québec solidaire

C'est du côté du Québec qu'il faut regarder pour trouver un renouveau de la gauche plus prometteur dans l'arène parlementaire. C'est là, en effet, qu'un parti du type envisagé par certains dissident-e-s de gauche au NPD – parti non sectaire, basé sur les mouvements sociaux, féministe et porteur d'un point de vue éclairé sur les enjeux environnementaux – est apparu sous la forme de Québec solidaire (QS), l'un des événements les plus inspirants des dernières décennies dans le champ politique de la gauche. Québec solidaire a évolué graduellement dans le nouveau millénaire, gagnant du terrain grâce aux défections des sympathisant-e-s d'un parti presque cinquantenaire, le Parti québécois. Ce parti ayant ses racines dans la Révolution tranquille du Québec est reconnu depuis les années 1990 par une fraction non négligeable de la gauche comme une organisation bourgeoise nationaliste prête à sacrifier la question sociale dans sa quête étroitement conçue de l'indépendance politique. Après l'échec de deux référendums sur l'indépendance dans la province, dont le second fut perdu par un cheveu, le PQ semblait en pratique avoir renoncé même à l'indépendance comme but en faveur d'un électoralisme de plus en plus explicite qui atteignit son point le plus bas avec le bref passage à la tête du parti de Pierre Karl Péladeau, riche homme d'affaires souverainiste réputé pour ses tactiques antisyndicales.

L'émergence de Québec solidaire suivait le modèle d'autres nouveaux partis de gauche

contemporains en ce qu'il évitait le sectarisme et rassemblait des courants et des organismes radicaux disparates – venant, dans le cas de QS, du mouvement syndical, du mouvement féministe, du mouvement pour la paix et du mouvement altermondialiste, et comprenant aussi quelques petits partis sociaux-démocrates et de la gauche radicale – autour d'un programme largement progressiste associant l'indépendance du Québec à un projet de société situé nettement à gauche de celui du NPD fédéral. Ce programme comprend la gratuité de l'éducation tout au long de la vie, la gratuité des transports en commun, une fiscalité progressive, l'élargissement des programmes sociaux pour inclure les travailleurs précaires, l'élargissement des droits des travailleurs étrangers temporaires, la protection de l'environnement, des cibles significatives pour l'émission des gaz à effet de serre, et ainsi de suite.

Le moment charnière dans l'évolution de QS fut la fusion de l'Union des forces progressistes – un tout petit parti né de l'union de plusieurs partis d'extrême-gauche et dirigé par Amir Khadir – avec Option citoyenne, mouvement féministe dirigé par une militante bien connue, Françoise David. Conçu dans la méfiance envers le piège de l'électoralisme, QS se veut « parti des urnes, parti de la rue », même si, en pratique, il consacre beaucoup de son énergie aux luttes électorales et à la politique parlementaire.

Bien que QS se soit engagé à faire l'indépendance du Québec par le processus démocratique d'une assemblée constituante, le parti n'a pas voulu, jusqu'ici, céder aux pressions voulant qu'il forme une coalition d'unité nationale avec le Parti québécois. Il a également critiqué les tendances au nationalisme ethnique et à la xénophobie manifestes, par exemple, dans la campagne du gouvernement péquiste de Pauline Marois pour faire adopter la Charte des valeurs interdisant le port de symboles religieux par les employé-e-s de l'État, et ciblant

surtout, en fait, les différents couvre-chefs portés par certaines femmes musulmanes.

Jusqu'ici, QS n'a fait élire que trois représentant-e-s à l'Assemblée nationale, le parlement provincial du Québec, mais la grande qualité de leurs interventions dans les débats a fait en sorte que même les médias conventionnels

leur ont accordé une couverture plus ample que ne semblerait le justifier le poids électoral du parti. À l'échelle de la province, QS n'a jamais dépassé 8 p. 100 du vote populaire et ses appuis restent concentrés dans la métropole cosmopolite de Montréal; il n'a que peu de prise, à ce jour, dans les autres régions du Québec.

Le terrain syndical

« On n'est plus dans le syndicalisme de combat ». C'est ainsi que le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la centrale syndicale québécoise la plus fortement associée au syndicalisme militant, résumait le prédicament des syndicats au Québec, et ce constat s'applique aussi à l'ensemble du Canada. Au Canada anglais, les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) ont constitué pendant des décennies le plus grand et le plus musclé des syndicats du secteur privé, ayant émergé de grèves militantes menées par le CIO dans les années 1930, aux États-Unis, dans le secteur de l'automobile. Les TCA se détachèrent de leur parent américain dans les années 1980, la cause de la rupture étant une divergence sur la façon de répondre à la crise du secteur de l'automobile en Amérique du Nord : le syndicat canadien favorisait une démarche militante et voyaient la faiblesse de l'industrie comme l'occasion de réaliser des gains; le syndicat américain croyait que les concessions étaient la seule voie possible. Sous leur premier président, Bob White, les TCA se firent connaître pour leur courage militant. Dans chaque ronde de négociations avec les « Big Three », les trois grands groupes de construction automobile, ils firent la grève au moins une fois. Après le départ de White en 1992, il n'y eut qu'une seule grève contre les Big Three en 1996, et les TCA finirent par adopter la négociation axée sur les conces-

sions. La CSN et les TCA ne sont pas des cas isolés : le Canada vit actuellement une période de « paix industrielle » quasi exempte de grèves. Le nombre de jours-personnes perdus en raison de grèves ou de lock-outs a diminué de près de 87 p. 100 entre 1980 et 2010. Cette paix a puni les travailleuses et les travailleurs. Au lieu de présenter au capital de nouvelles revendications ambitieuses, le mouvement syndical canadien a accepté des concessions structurelles et s'est engagé dans une longue bataille défensive pour ralentir l'érosion de ses institutions et les acquis du passé.

Le déclin séculaire du mouvement syndical au Canada et au Québec participe d'une évolution que l'on peut observer dans le monde occidental sous le régime néolibéral. Les attaques contre le syndicalisme relèvent d'une volonté de maximiser la « flexibilité » du marché du travail et de transférer du travail au capital une plus grande part des revenus. Mais le malaise du syndicalisme est antérieur au néolibéralisme; il a ses racines dans le grand compromis entre capital et travail mis en place dans l'après-guerre. Au Canada, l'un des éléments de ce compromis fut la formule Rand, en vertu de laquelle les travailleuses et les travailleurs en milieu syndiqué cotisent même s'ils ne sont pas membres du syndicat. En même temps, on imposa des pénalités légales prohibitives en cas de grève poli-

tique ou sauvage. Coïncidant avec le sommet de l'anticommunisme dans les années 1950, ce compromis marqua le début d'une période de collaboration de plus en plus étroite en matière de relations industrielles et la lente disparition du militantisme syndical, la grève politique disparaissant à peu près complètement des moyens à la disposition des syndicats. Les grèves légales continuèrent, mais on se limita généralement à négocier de meilleures conditions matérielles pour les syndiqué-e-s vivant sous le régime capitaliste au lieu de chercher à dépasser le statu quo en revendiquant l'auto-gestion et le contrôle démocratique du capital. Et le boom de l'après-guerre en Occident, qui dura plusieurs décennies, devait avoir une fin.

Déjà dans cet âge d'or, le capital au Canada comme ailleurs se dirigeait vers le libre-échange, la déréglementation et la privatisation. Le mouvement syndical, sachant que la libéralisation menaçait directement son rapport de force à la table de négociation et le bien-être de ses membres, se révéla un adversaire irréductible. Mais ayant abandonné la grève politique et les revendications ambitieuses qui auraient pu lui donner une autre orientation politique, il n'avait ni les outils, ni la vision requis pour contester les assises du capitalisme néolibéral. S'ensuivit un long combat défensif contre la libéralisation économique. La densité syndicale a diminué en Occident, mais les mouvements syndicaux au Canada et au Québec ont connu un déclin moins rapide, notamment en comparaison avec les États-Unis. Les taux de syndicalisation au Canada sont globalement d'environ 28 p. 100, avec un écart marqué entre les travailleuses et travailleurs du secteur public, dont près des trois quarts sont syndiqué-e-s, et ceux et celles du secteur privé.

La disparité entre le Canada et les États-Unis s'explique en partie par les régimes juridiques beaucoup plus favorables au Canada, où les obligations en matière de négociation collective sont maintenues même lorsqu'une compagnie

est vendue à un nouveau propriétaire. Les tribunaux canadiens ont donné aux protections constitutionnelles accordées à la liberté d'association des interprétations plus larges, englobant notamment le droit à la négociation collective. Dans cinq provinces, dont le Québec, le vote secret n'est pas requis pour qu'un syndicat obtienne son accréditation : celle-ci est automatique lorsqu'une majorité déterminée de cartes a été signée. Le régime juridique généralement le plus favorable aux syndicats se trouve au Québec, où la densité syndicale est de 36 p. 100.

Le syndicalisme social

Les syndicats tant canadiens que québécois ont été plus enclins que leurs cousins américains à s'engager dans des luttes sociales et politiques. Pendant les premières décennies du néolibéralisme, ils ont joué un rôle clé dans la définition des luttes sociales conjoncturelles. Très tôt, les militantes syndicales ont livré au sein des syndicats des combats qui ont fini par faire de ceux-ci les grands défenseurs des droits des femmes dans la vie politique, et ce d'autant plus que l'équilibre entre les sexes avait évolué au sein du mouvement syndical, les femmes en venant peu à peu à former la majorité des personnes syndiquées. Les syndicats contribuèrent ainsi à de grandes victoires du mouvement des femmes touchant notamment les droits en matière de reproduction et l'équité salariale. De même, le mouvement indépendantiste au Québec se refléta dans les luttes et les structures internes du mouvement syndical, ce qui aboutit à la solution politique d'un syndicalisme binational. Les syndicats au Québec ont eux-mêmes joué un rôle majeur dans le mouvement nationaliste, et il existe depuis les années 1970 des liens étroits entre les principales centrales syndicales et le Parti québécois indépendantiste.

Dans le combat contre le libre-échange, les syndicats ont été à l'avant-plan de grandes coalitions nationales et internationales comme le

Réseau Action Canada ou le Front commun contre l'OMC, ainsi que de nombreuses coalitions provinciales et nationales mises sur pied pour défendre le système de santé, l'énergie et l'éducation publics. Au Québec, par exemple, la mobilisation contre la Zone de libre-échange des Amériques en 2001 se termina par l'organisation d'un impressionnant Sommet populaire qui rassembla à Québec des syndicats, des organismes communautaires et des organismes de défense de l'environnement. De telles coalitions ont été plus visibles dans la vie politique du Canada que des États-Unis (notons toutefois la faiblesse surprenante de la mobilisation syndicale récente contre les nouvelles ententes de libre-échange de type AECG et PTP). Les syndicats ont également joué un rôle important dans l'éducation de leurs membres et du public sur des sujets allant des droits LGBT aux questions autochtones.

Mais le travail politique axé sur les coalitions est lui-même en déclin, et mises à part les coalitions formelles dont le mouvement syndical peut largement définir les visées, les relations sont souvent crispées entre les syndicats et les grands mouvements sociaux. Dans le passé, une sociale-démocratie centriste a été hégémonique au sein tant du Congrès du travail du Canada que de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, pour lesquels la lutte primaire se situe dans le champ de la politique électorale. Le mouvement syndical a toujours hésité à appuyer des luttes sociales qu'il ne peut maîtriser. Les ressources des syndicats ayant diminué avec la diminution des revenus de cotisations, même les petits dons aux groupes issus de mouvements sociaux se sont amenuisés, sauf de la part de quelques conseils du travail et petits syndicats orientés vers la gauche. Mais le soutien sur le plan du discours et sur le plan politique se révèle également lacunaire, comme en témoigna d'une façon éclatante le non-engagement quasi-total envers les deux mouvements sociaux se rapprochant le plus authentiquement d'un mouvement de masse

au cours de la dernière décennie : la grève étudiante de 2012 au Québec et Idle No More (voir ci-dessous). Par rapport à l'un des enjeux critiques de notre époque, les changements climatiques et l'extractivisme du Canada, le mouvement syndical a été, en gros, incapable de mettre en œuvre un projet politique visionnaire axé sur la solidarité et la transformation industrielle, projet qui le sortirait de la logique d'une défense des emplois actuels dans le pétrole, le gaz ou l'automobile. Cette logique de l'emploi à tout prix a amené le plus grand syndicat canadien du secteur privé, Unifor, à appuyer la vente d'armements à l'Arabie saoudite.

L'abandon général du syndicalisme social n'a pas été assorti d'une réussite marquée à la table de négociations. Adoptant une stratégie de survie à court terme, les syndicats se montrent de plus en plus souvent disposés à accepter des concessions structurelles pour conserver des emplois et de modestes gains salariaux. Les régimes de retraite et les avantages sociaux en matière de santé ont été coupés dans tous les secteurs. Dans le secteur de l'automobile, les syndicats ont accepté un régime à double grille salariale attribuant aux nouveaux employé-e-s des salaires et une sécurité d'emploi inférieurs à ceux des travailleuses et travailleurs embauchés sous le régime antérieur. Un enjeu semblable était au cœur d'un récent conflit de travail majeur à Postes Canada, la société d'État responsable du service postal dont l'avenir est remis en question par les partisans de la privatisation. Dans ce conflit, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes a résisté à la double grille salariale proposée, profitant du fait que les maîtres de la poste au sein du gouvernement ne voulaient pas d'une grève retentissante. Les syndicats ont largement perdu le combat contre le recours aux travailleuses et travailleurs contractuels précaires entraînant une baisse inexorable des salaires et des avantages sociaux; le combat contre les unités de négociation plus petites; et le combat contre la réduction des revenus provenant de cotisa-

tions. Tous ces facteurs sont de nature à accentuer la délégitimation, le rétrécissement et l'affaiblissement des syndicats dans l'avenir.

Les syndicats sont intensément conscients de la spirale descendante de leurs effectifs et de leurs revenus de cotisations, mais cette conscience n'a pas suscité un changement radical de stratégie ou d'orientation. On a plutôt tenté d'éviter l'effondrement par des travaux de soutien : un éventail de stratégies d'arrière-garde dont la plus visible a été la création d'Unifor par la fusion, en 2013, de deux des plus grands syndicats du secteur privé, les TCA (représentant les travailleuses et travailleurs de l'automobile, de l'aérospatiale, du rail et d'une gamme de services) et le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (représentant les travailleuses et travailleurs du pétrole, du gaz, des pâtes et papiers, des médias imprimés, de la télévision et des télécommunications). Ces deux syndicats, qui voyaient diminuer leurs revenus de cotisation, subissaient en conséquence des pressions considérables associées aux coûts de leurs activités essentielles. Au Québec, les mêmes pressions ont suscité en réponse une stratégie à somme nulle, le maraudage.

Beaucoup de syndicats ont également voulu revenir à l'organisation de secteurs non syndiqués, mais ces secteurs qui offrent généralement de faibles salaires ne peuvent produire des revenus de cotisation importants. De plus, le travail d'organisation a tendance à cesser une fois les nouveaux syndicats accrédités, et on constate une tendance à mal desservir les secteurs à faible salaire en comparaison avec les syndiqué-e-s aux salaires élevés; il est peu probable, par conséquent, que ce travail de syndicalisation puisse constituer le noyau d'un mouvement syndical renouvelé. Dans le secteur public, les socialistes ont insisté sur la nécessité de bâtir la solidarité par des campagnes exigeant de meilleurs services publics pour tous. En général, cependant, les syndicats du secteur public se limitent à une courte période de publi-

cité préalable aux négociations, ce qui paraît intéressé et n'a guère d'effet sur les attitudes du public. Les résultats ont parfois été catastrophiques, comme ce fut le cas à Toronto au moment de la grève des transports en commun de 2008 et de la grève des employé-e-s municipaux de 2009, largement perçues comme des événements ayant discrédité les syndicats et contribué à faire élire le populiste de droite Rob Ford à la mairie en 2010.

Les défis structurels que représente la réforme du syndicalisme sont d'une ampleur stupéfiante. En pratique, la démocratie syndicale s'est affaiblie et les membres participent peu au fonctionnement de la plupart des syndicats. Aux niveaux national et régional, les structures syndicales sont souvent hypertrophiées aux échelons supérieurs, avec un personnel très bien rémunéré dont la majorité ne pourrait gagner ailleurs des salaires comparables. Il y a donc des raisons puissantes de ne pas faire de vagues. La possibilité de postes rémunérés, et d'autres privilèges, sont des incitatifs utilisés par les dirigeants syndicaux pour régir les militant-e-s à l'intérieur des syndicats. À l'exception de quelques syndicats militants comme le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, rares sont les syndicats dirigés par des gens issus de traditions radicales et rares sont ceux qui énoncent une vision politique allant plus loin que le soutien aux machines électorales du Nouveau parti démocratique ou, au Québec, du Parti québécois. Lorsque les syndicats se sont éloignés des partis sociaux-démocrates, comme l'ont fait les Travailleurs canadiens de l'automobile en 2006, ils ont soutenu le Parti libéral, qui malgré son programme néolibéral demeure plus éclairé sur le plan social que les conservateurs, et qui est parfois perçu pour des raisons stratégiques comme la seule option de rechange à ce parti ouvertement de droite. En l'absence d'organisations de masse se situant à gauche à l'extérieur du mouvement syndical, le militantisme syndical de gauche a presque entièrement disparu en tant que force organisée.

Dans la foulée d'une crise financière mondiale, de coupures sans fin aux services publics et d'attaques incessantes contre le syndicalisme par le gouvernement Harper, on aurait pu croire que le mouvement syndical se mobiliserait fortement contre l'austérité. Pourtant, même si les syndicats tant du Québec que de l'Ontario ont participé à des coalitions contre l'austérité, celles-ci n'ont pas réussi à atteindre une masse critique, à l'exception possible de la Coalition main rouge, une alliance de syndicats et de groupes anti-pauvreté formée en 2009 pour combattre la privatisation des services publics et les frais imposés aux usagers, et la grève générale du Québec en 2015, de courte durée, mais qui fut la plus ample depuis le Front commun de 1972.

Bref, le mouvement syndical n'a pas réussi à répondre de façon stratégique à la crise fondamentale de son déclin séculaire. Ce qui a fait défaut, jusqu'ici, c'est l'idée qu'à un certain moment, il faut risquer quelque chose pour renforcer les institutions syndicales. Le désir de conserver tout ce que le syndicalisme a gagné dans le passé mène à des pertes toujours plus grandes dans l'avenir. Mais pour le moment, en l'absence d'une gauche organisée plus large à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats, capable de développer d'autres visions et stratégies et d'exercer des pressions à l'intérieur du mouvement syndical, on ne voit pas bien d'où pourrait venir un changement fondamental en termes de vision, de stratégie et d'orientation.

Des signes de mécontentement à la base pourraient préfigurer un changement de cap. Au moment où nous écrivons, la section locale d'Unifor qui représente les travailleuses et travailleurs de l'usine de Ford à Oakville (Ontario) est engagée dans une lutte sans précédent avec le syndicat national concernant la résistance à la double grille salariale : la section locale tient à faire sauter un certain nombre de concessions antérieures. Les travailleuses et travailleurs canadiens de l'automobile ont traditionnellement utilisé la « négociation type », choisissant le plus vulnérable des trois grands constructeurs comme cible d'une première grève afin de définir un contrat-type pour la suite des choses; or, dans la ronde actuelle, le syndicat national a choisi GM, la cible la plus difficile, dans le cadre d'une stratégie pour saper la section locale militante. Pour la première fois dans l'histoire du syndicat, la section locale a menacé de ne pas réaliser la négociation type; si elle fait la grève, ce sera, dans les faits, une grève à la fois contre la compagnie et contre le syndicat national. Un autre exemple intéressant est celui des Profs contre la hausse au Québec : ce réseau créé par des enseignant-e-s des cégeps et des universités pour combattre la hausse des frais de scolarité fut établi à l'extérieur des structures syndicales pour que les enseignant-e-s puissent soutenir activement la grève étudiante de 2012, envers laquelle le mouvement syndical québécois avait adopté une position ambiguë. Mais ces initiatives venant de la base, pour encourageantes qu'elles soient, sont rares.

Changements de terrain : les mouvements sociaux

La résistance autochtone

Le mouvement social émancipatoire peut-être le plus significatif des cinquante dernières années au Canada ne trouve ni ses racines, ni son

identité dans le champ politique de la gauche. Mais le mouvement des peuples autochtones cherchant la justice, un pouvoir réel sur leurs terres, et l'autodétermination est aujourd'hui le mouvement avec le plus grand potentiel antica-

pitaliste au pays. Bien qu'une partie des leaders des communautés autochtones, largement dépendants du financement de l'État, soient disposés à conclure des ententes avec les industries extractivistes afin de soutenir le développement économique même aux dépens de la conservation et de la protection des terres autochtones, il existe aussi de forts courants d'opposition à tout développement contestable sur le plan écologique et destructeur sur le plan social; ces courants cherchent à préserver les économies traditionnelles demeurant au moins partiellement à l'extérieur d'une économie capitaliste prête à tout dévorer. L'atteinte même partielle des objectifs des mouvements de souveraineté autochtones exigerait une réorientation complète de l'État canadien, lequel aurait à assurer la démotivation des intérêts privés, à intégrer les valeurs écologiques à titre d'éléments fondamentaux et à consacrer le principe du pouvoir populaire sur les ressources pour le bien commun.

Cette contestation de l'État canadien explique en partie qu'une succession de gouvernements ait refusé de reconnaître de façon réelle les droits et le titre ancestral autochtones. En 2007, lorsque les Nations Unies ont enfin adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, consacrant le droit des peuples autochtones à l'autodétermination et au consentement libre, préalable et éclairé à toute décision ayant un effet sur leur statut (et notamment aux décisions sur l'utilisation économique de leurs terres ancestrales), le Canada a été l'un des quatre seuls pays à voter contre cette déclaration.

À certains égards, l'opposition du Canada à la Déclaration sous le précédent gouvernement conservateur de Stephen Harper représente un sommet dans l'hostilité de l'État canadien envers les droits des peuples autochtones. Le mentor de Harper, Tom Flanagan, a écrit un livre sur la nécessité d'abolir les droits collectifs des Autochtones et de les remplacer par des droits de propriété en fief simple. Flanagan défendait

ouvertement un programme d'assimilation que l'État canadien mettait en œuvre, sans le dire, depuis des décennies.

Pour les peuples autochtones du Canada, qui constituent un peu plus de 4 p. 100 de la population, le vote contre la Déclaration était profondément décevant, mais n'avait rien d'étonnant. Le point de discord le plus explosif entre l'État canadien et les peuples autochtones a toujours été le pouvoir sur la terre. Un régime de droits autochtones comme celui de la Déclaration, qui consacre le droit de refuser le développement, remet en question le modèle économique qui sous-tend l'économie et l'État canadiens depuis la Confédération de 1867 : une économie d'intense extraction des ressources, dominée aujourd'hui par les compagnies pétrolières, minières et forestières. Afin de faciliter ces activités d'extraction malgré la présence ininterrompue des peuples autochtones dans leurs territoires ancestraux, le Canada a mis au point une variété bureaucratique et raffinée du colonialisme brutal. Toujours prolix en paroles creuses simulant le respect des traditions et des droits des peuples autochtones, l'État canadien dément, par ses actions, son discours de conciliation.

Alors que le Canada se place généralement dans les dix premiers pays de l'Indice de développement humain des Nations Unies, la réalité pour les Indiens inscrits¹ vivant dans les réserves au

¹ Les peuples autochtones du Canada ont été répartis, dans l'histoire, en trois catégories : les Indiens; les Métis, d'ascendance mixte indienne et européenne, qui ont leurs traditions et leur culture distinctes; et les Inuit, peuples autochtones non indiens de l'Arctique (on les appelait autrefois les Esquimaux, nom que les Inuit jugent péjoratif). Au Canada aujourd'hui, les Indiens sont normalement appelés les Premières Nations, et dans la langue juridique et de l'État, le mot Autochtone englobe collectivement les Indiens, les Inuit et les Métis. Les mots « Indien » et « Amérindien » sont généralement rejetés par les militants et militants autochtones en faveur des noms spécifiques utilisés par les peuples autochtones eux-mêmes, ou du mot « Autochtone » comme terme politique général. Le mot « Indien », cependant, a des sens précis sur le plan légal, historique et culturel qui font qu'il est impossible de l'écartier.

Canada, qui représentent près de la moitié des peuples autochtones du pays, est celle d'une pauvreté écrasante et de problèmes de santé importants. Dans un pays qui comprend 7 p. 100 de l'eau fraîche renouvelable de la planète, les membres de cent cinquante Premières Nations doivent suivre chaque jour un avis d'ébullition en raison de l'insalubrité de l'eau dont ils disposent pour boire. Privées de la possibilité d'un régime alimentaire traditionnel et sain, et privées aussi des avantages de l'économie marchande qui tire profit de leurs terres, les Premières Nations dépendent aujourd'hui de nourriture importée pour survivre; et malgré la pauvreté dans les réserves, la nourriture y coûte parfois jusqu'à cinq fois plus cher que dans les villes. Les maladies associées à une mauvaise alimentation, comme le diabète, constituent de véritables épidémies parmi les populations autochtones du Canada. Enfin, en ce qui concerne le logement dans les réserves, les pénuries sont une constante et la qualité est souvent mauvaise avec la présence de moisissures et d'autres problèmes.

Plus souvent par nécessité que par choix, beaucoup d'Autochtones au Canada ont quitté leur communauté d'origine, la plupart pour aller dans les villes. Dans les villes aussi, la pauvreté, un taux de chômage élevé, et des pénuries de logement sont la norme, ainsi qu'un racisme intense, particulièrement dans les petites villes de la Prairie et du Nord moyen.

Un passé de colonialisme violent, de racisme, et de perspectives médiocres dans l'économie dominante, ainsi que l'aliénation par rapport à la culture traditionnelle, ont créé dans les réserves des problèmes répandus d'alcoolisme et de toxicomanie, ainsi que des taux élevés de transmission du VIH. Le taux d'incarcération des adultes autochtones au Canada est dix fois celui des non-autochtones, et les femmes autochtones au Canada sont à risque, beaucoup plus que les femmes non autochtones, d'être assassinées.

L'une des réponses aux crises dans le monde autochtone a été la création répétée de commissions d'enquête avec de larges mandats. L'exemple le plus récent fut la Commission de vérité et réconciliation, créée en 2006 dans le cadre d'un règlement entre l'État et les victimes du régime des écoles résidentielles. Pendant plus d'un siècle, les enfants autochtones furent enlevés de force à leurs familles et envoyés comme pensionnaires dans des écoles religieuses loin de leur famille. On leur interdisait de parler leur langue et de pratiquer leurs coutumes, et ils subissaient souvent de graves sévices. Beaucoup d'enfants moururent dans ces établissements. Ironie du sort, le processus de règlement lui-même fut amorcé en partie à cause d'une commission antérieure, la Commission royale sur les peuples autochtones, la plus grande entreprise du genre de l'histoire canadienne, dont les recommandations radicales énoncées dans un vaste rapport en 1996 furent, à cette exception près, entièrement mises de côté. La Commission de vérité et réconciliation en vint, à son tour, à des conclusions très semblables à celles de son prédécesseur, résumant l'ensemble de la justification des politiques du Canada envers les Autochtones en une seule phrase : « Le gouvernement canadien a poursuivi cette politique de génocide culturel parce qu'il souhaitait se départir des obligations légales et financières qui lui incombaient envers les peuples autochtones et reprendre le contrôle de leurs terres et de leurs ressources ».

La pauvreté des Autochtones n'est pas un dérivé accidentel des politiques du gouvernement; c'est l'une des formes de pression centrales adoptées par l'État canadien depuis la Confédération pour les assujettir et garantir leur assimilation, comme le disent ouvertement les notes de service des hauts fonctionnaires d'autrefois qu'on exhume aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un problème de manque d'argent : les redevances perçues par les gouvernements sur l'extraction de ressources provenant en grande partie des

territoires sur lesquels les peuples autochtones ont une revendication territoriale totalisent environ 26 milliards de dollars par année (tous les montants cités sont en dollars canadiens); pourtant, le budget fédéral total pour les Indiens s'établit chaque année à moins de la moitié de cette somme. Les profits des sociétés privées sont encore bien plus grands.

La communauté Omushkego d'Attawapiskat, dans le nord de l'Ontario, peut nous servir d'exemple. Depuis 2008, De Beers exploite une mine de diamants sur son territoire. Cette mine assure à De Beers des revenus de 400 millions de dollars par année; jusqu'ici, la minière a versé à la province des redevances de 40 millions, et s'attend à verser des dizaines de millions encore; mais c'est 2 millions de dollars par année qu'elle accorde à la Première Nation d'Attawapiskat. La réserve, pendant ce temps, souffre de conditions de vie insalubres et sordides.

Pour protester contre l'indifférence manifestée envers les besoins sociaux urgents de sa communauté pendant qu'un géant minier international extrayait les richesses de son territoire, la chef d'Attawapiskat, Theresa May, entreprit à Ottawa, à l'hiver 2012, une grève de la faim très médiatisée. Cette action fut l'un des catalyseurs de Idle No More (Fini l'apathie), un mouvement social autochtone qui se répandit comme un feu de prairie à la fin de 2012. Le mouvement est né en Saskatchewan, au Manitoba et en Alberta, principalement sous la direction de femmes autochtones basées dans les villes. Alimentées par la colère suscitée par des lois votées par le gouvernement Harper en 2011 en vue de réduire à néant la protection de l'environnement, et par le ressentiment associé aux droits agressivement enfreints et aux griefs toujours passés sous silence, des protestations se manifestèrent un peu partout au Canada, dans les réserves et le long des luttes rurales, mais de façon cruciale également dans les villes et notamment dans des lieux quotidiens, comme les centres commerciaux et les

districts commerciaux des centre-villes, où les gestes de contestation sont peu courants.

Le mouvement, rappelant et réaffirmant la présence ancienne des peuples autochtones partout au Canada, a eu des effets profondément perturbateurs.² L'idée de la relation « de nation à nation », principe de coexistence et de respect qui sous-tend la compréhension autochtone des traités depuis le traité de la ceinture de wampum à deux rangs de 1613, est devenue le slogan dominant du mouvement. En même temps, Idle No More mit de l'avant une analyse systémique qui rendait explicites les liens entre la pauvreté, l'aliénation par rapport à la terre, la destruction des économies et des systèmes de gouvernance autochtones, la dépendance aux drogues ou à l'alcool, le désespoir, la violence masculine, la brutalité policière, la criminalisation, l'incarcération, et l'indifférence envers les Autochtones.

À mesure que le mouvement Idle No More s'est inévitablement resserré et consolidé, il s'est développé selon un modèle décentralisé comprenant à la fois un appareil national tourné vers les médias et l'organisation et des sections locales décentralisées et autonomes au Canada et ailleurs.

Certains éléments d'une évolution sociale particulière ont facilité le renouveau de la résistance autochtone de masse au Canada. D'une part, l'insuffisance des organismes établis des Premières Nations s'est heurtée à une génération de jeunes Autochtones urbains capables de naviguer dans les cultures dominantes, et à l'assurance grandissante de professionnel-le-s et d'intellectuel-le-s autochtones ayant fréquenté l'université, qui sont toujours en lien avec leurs communautés d'origine, et qui

² Le mot anglais « unsettling » est particulièrement pertinent pour décrire cette perturbation : il nomme la création d'un malaise, mais aussi la remise en question du « settlement », c'est-à-dire l'arrivée et l'installation définitive des colons européens (« settlers »).

jouent un rôle clé en matière de création de réseaux et de défense des droits. La propagation des médias sociaux en pays autochtone est un autre facteur essentiel. Alors que l'eau potable, la sécurité alimentaire, un stock de logements et des soins médicaux adéquats font toujours défaut dans bon nombre de communautés, l'État a fait en sorte que même les communautés éloignées soient branchées à un service Internet haute vitesse.

L'une des conséquences non prévues de ce branchement, c'est que des communautés coupées les unes des autres depuis la disparition des vieilles routes de canoë, et qui ne peuvent rendre visite à leurs voisins que pendant la courte période des routes hivernales, sont aujourd'hui reliées à l'échelle du pays, et que de forts réseaux en ligne viennent conforter la conscience politique et sociale. Enfin, les appuis aux droits autochtones parmi les communautés non autochtones, appuis qui proviennent de la gauche politique sans y être limités, se sont élargis au cours des dernières décennies en raison d'une compréhension grandissante de l'histoire du colonialisme, et d'une modification générale des perceptions qui fait que beaucoup de non-Autochtones urbains ne pensent plus que leurs intérêts économiques sont en conflit avec les revendications des peuples autochtones.

Idle No More a été le plus grand et le plus visible des mouvements de défense des Autochtones, mais n'est pas la seule expression de leur résistance. Le nouveau militantisme existe en parallèle à d'autres modes de résistance, en particulier le recours aux tribunaux. Pendant des décennies, le système légal fut le lieu principal de la lutte des peuples autochtones cherchant à défendre leurs droits traditionnels. En 1982, les droits autochtones et issus des traités ont été consacrés par la constitution canadienne à la suite de pressions exercées de façon tenace par les Premières Nations. L'interprétation de cette garantie constitutionnelle a fait l'objet

d'âpres débats, mais les Premières Nations ont remporté beaucoup de grandes victoires partielles en termes de reconnaissance de leurs droits devant les tribunaux. Les contestations se poursuivent et sont maintenant accompagnées de protestations et d'actions directes venant de la base.

La nouvelle résistance n'est pas taillée d'un bloc. Ainsi, le Indigenous Nationhood Movement, un réseau d'universitaires et d'artistes dont beaucoup sont associés au programme de gouvernance autochtone dirigé par Taiaiake Alfred à l'Université de Victoria, s'est consciemment démarqué de Idle No More en préconisant une ligne souverainiste sans compromis qui a eu beaucoup d'influence dans les milieux intellectuels. Le réseau Defenders of the Land est né en 2008 à la suite d'une rencontre sans précédent de défenseur-e-s des terres des Premières Nations, originaires de communautés rurales un peu partout au Canada. Ce groupe a joué un rôle crucial en élaborant et en diffusant une analyse critique des politiques profondément codées du gouvernement en matière de terres. Dans ses premières années, il a organisé dans les villes canadiennes une série annuelle d'événements éducatifs d'une durée d'une semaine qui a eu des effets importants, rassemblant militants et policiers autochtones et non-autochtones et mettant de l'avant l'expertise autochtone concernant une large gamme d'enjeux sociaux et politiques.

Le problème des femmes autochtones assassinées ou disparues, qui se comptent aujourd'hui par milliers, fait également l'objet de protestations croissantes depuis les années 1990. Organisé par des groupes de la base, y compris ceux formés par les parents des femmes disparues et par des groupes de défense de droits des femmes qui se sont développés à l'extérieur du monde des organisations de chefs dominées par les hommes, ce mouvement a réussi à attirer l'attention du public sur la violence persistante envers les femmes autochtones.

Malgré la montée de la résistance autochtone, ces mouvements n'ont guère réussi à imposer le changement systémique. Même à son sommet, Idle No More n'a pu renverser l'abrogation des protections environnementales qui l'avait incité à agir, bien qu'il ait joué un rôle vital dans le blocage d'un projet de loi nocif touchant la réforme de l'éducation des Premières Nations. Pour des communautés isolées qui luttent pour leurs droits territoriaux dans des conditions de pauvreté imposées par le gouvernement, les difficultés sont colossales. Des batailles pour déterminer ce qui se passera dans les territoires autochtones explosent régulièrement pour donner lieu à des barrages routiers et autres contestations de l'État, mais s'étendent rarement à l'extérieur d'une localité donnée.

Pendant ce temps, les institutions et les cultures traditionnelles de la gauche se sont trouvées le plus souvent en-dehors de ces événements, l'une des raisons de leur non-pertinence étant un historique de relations difficiles. De façon générale, les gens de la gauche radicale n'ont compris que tardivement que le colonialisme de peuplement, et la résistance autochtone qu'il a suscitée, est un aspect fondamental de l'État capitaliste au Canada. Encore récemment, une trop grande partie de la gauche sociale-démocrate partageait les attitudes libérales capitalistes envers les luttes autochtones, adhérant au mythe de l'Indien en voie de disparition. Il n'est donc pas étonnant qu'à quelques exceptions près, dont le regretté Rodney Bobiwash, les leaders autochtones notables au Canada ne se sont pas ralliés ouvertement à la gauche anticapitaliste.

La démobilisation semble caractériser l'état actuel de l'organisation autochtone. Non seulement les organisations de chefs, mais même de nombreux militant-e-s autochtones ont accueilli l'élection de Justin Trudeau avec optimisme et dans un esprit d'attente. Inévitablement, leurs espoirs ont déjà été déçus, Trudeau s'étant hâté de rassurer le capital en

envoyant un signal clair en matière de politique indienne : l'une de ses premières actions a été de nommer au greffe du Conseil privé un bureaucrate qui avait supervisé le plan du Canada visant à mettre fin aux nations autochtones, à supprimer leurs titres ancestraux et leur statut d'Indiens, et à les transformer une par une en municipalités. Trudeau a également utilisé la première ministre de la Justice autochtone, Jody Wilson-Raybould, qui a un long passé de collaboration avec le gouvernement, pour transmettre aux chefs le message qu'il n'est pas réaliste – quelles qu'aient été les promesses du gouvernement – de croire qu'on va mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Le colonialisme canadien est une plaie non guérie qui continuera de suppurer, et de soulever des questions politiques brûlantes, tant qu'une juste solution basée sur le respect des droits et des titres ancestraux des Autochtones n'aura pas été mise en œuvre. Il existe maintenant des réseaux nationaux efficaces et une conscience politique en plein essor parmi les Autochtones tant dans les communautés indiennes que dans les villes, ainsi qu'une large base d'appuis. Le défi maintenant consiste donc à créer un mouvement capable d'action soutenue et stratégique. En même temps, le défi pour la gauche reste de remédier à son ignorance et de montrer qu'elle peut pratiquer une solidarité utile et informée avec les luttes autochtones.

No pasarán : l'opposition aux oléoducs

La résurgence de la résistance autochtone à l'échelle du pays a coïncidé, au cours des dernières années, avec la naissance de protestations dans les communautés non autochtones, au Canada et au Québec, contre les oléoducs et d'autres projets de développement énergétique portés par l'entreprise privée et soutenus, avec différents degrés d'enthousiasme,

par les trois partis politiques du Canada. Ces projets sont des éléments clés d'une stratégie extractiviste interne qui existe depuis longtemps et qui est en collision avec les droits et la souveraineté autochtone. Les gouvernements tant fédéral que provincial n'ayant pas mené des consultations de bonne foi avec les Premières Nations concernant les projets d'oléoducs, de fracturation hydraulique, d'exploration pétrolière et de barrages destructeurs pour leurs territoires (projets Keystone XL, Northern Gateway, TransMountain et Énergie Est, barrage du Site C et terminal de gaz naturel liquéfié Pacific Northwest, pour ne nommer qu'eux), bon nombre de communautés autochtones ont ajouté l'action directe aux combats légaux qu'elles mènent pour défendre leurs territoires traditionnels. Les projets extractivistes soulèvent l'opposition des ONG environnementalistes comme Greenpeace et le Sierra Club, des militant-e-s de la justice climatique, et des communautés locales craignant les effets nocifs sur l'eau et le sol qui accompagnent inévitablement de telles entreprises. Un intérêt commun à opposer ces projets, et des gestes de véritable solidarité politique avec les droits et les revendications autochtones de la part de certains militants anglo-canadiens et québécois, ont donné lieu à des alliances préliminaires mais prometteuses, parfois caractérisées par des actes de désobéissance civile : ce que Naomi Klein appelle la « Blocadie ».

Les peuples autochtones ne sont évidemment pas monolithiques dans leur opposition à ces projets, vus par certains leaders autochtones comme le prix à payer pour une portion, même congrue, de ce qui est considéré au Canada comme le développement économique, et la contestation des oléoducs est irrégulière en pays autochtone comme en-dehors de celui-ci. Les Premières Nations elles-mêmes sont divisées. Mais il y a aussi beaucoup d'exemples encourageants de solidarité et de coopération entre les Premières Nations et les colons dans la lutte contre l'extraction des combustibles

fossiles : ainsi les gens du Nouveau-Brunswick et d'ailleurs au Canada ont appuyé la Première Nation Elsipogtog dans sa résistance à un projet d'exploration de gaz de schiste, résistance qui a abouti à un barrage routier visant à empêcher les tests sismiques.

Plus tôt, un mouvement d'envergure provinciale contre le développement du gaz de schiste avait pris de l'ampleur au Québec, obtenant une réelle victoire en 2011 quand le gouvernement du Parti québécois instaura un moratoire sur la fracturation hydraulique (moratoire qui vient d'être aboli en décembre 2016 par le gouvernement libéral). Le Québec a connu aussi une montée de l'opposition aux oléoducs. Dans cette province, les dangers du transport du pétrole ont été rendus manifestes par le désastre du Lac-Mégantic, dans la région de l'Estrie : cet accident évitable causant la mort de 47 personnes amplifia de façon tragique le message de Coule pas chez nous !, organisme de sensibilisation aux risques que représente, pour les êtres humains et les écosystèmes, le transport des produits pétroliers. L'opposition s'est intensifiée avec l'annonce du plus grand projet pétrolier à ce jour, Énergie Est, qui prévoit transporter le bitume de l'Alberta sur des milliers de kilomètres, suivant un parcours sinueux en Ontario et au Québec, pour l'apporter aux raffineries de l'Est du Canada et, enfin, dans un terminal maritime du Nouveau-Brunswick d'où la plus grande partie de cette production serait acheminée par voie maritime vers les marchés internationaux. Ce plan a suscité la colère de nombreux citoyennes et citoyens de l'Est du Canada, depuis les maires des municipalités jusqu'aux nations mohawkes dont le territoire est traversé par le tracé proposé de l'oléoduc.

La plupart des oléoducs proposés – et aussi la résistance la plus ample et qui a connu à ce jour le plus grand succès – se trouvent en Colombie-Britannique, où le Northern Gateway, un projet majeur d'oléoduc allant de l'Alberta à Prince Rupert, et le projet d'une expansion qui

triplerait la capacité de l'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan allant de l'Alberta à la région de Vancouver, ont suscité une opposition farouche de la part des Premières Nations et des environnementalistes. Ces deux oléoducs sont conçus pour apporter le pétrole des sables bitumineux jusqu'aux ports en eaux profondes où il pourrait obtenir un prix international. Un ensemble de gazoducs proposés pour le nord de la province, et comprenant le gazoduc de 462 km de la Pacific Trails, est appuyé par le gouvernement provincial et n'a pas suscité une résistance aussi large dans la province. Cependant, ces ouvrages sont farouchement contestés par des militant-e-s autochtones de la base dans les territoires desquels ils doivent passer.

Alors que la gauche sociale-démocrate a fait preuve d'une torpeur prévisible dans son opposition aux projets d'extraction de ressources, le mouvement anti-extractiviste, qui est objectivement un mouvement radical en ce qu'il menace les fondements mêmes de l'économie capitaliste canadienne, a mobilisé l'appui d'intellectuel-le-s, de célébrités et de citoyennes et citoyens ordinaires. C'est ce que montrent notamment Élan global au Québec et le manifeste « Grand Bond vers l'avant » déjà mentionné, lesquels préconisent tous deux l'émancipation collective à l'endroit des combustibles fossiles. De la part des gens du Canada et du Québec, ces appuis témoignent non seulement de la crainte légitime que suscitent les risques réels et immédiats d'accidents dévastateurs causés par les oléoducs et la fracturation, mais aussi d'une conscience grandissante des terribles implications du changement climatique pour les êtres humains et la planète, et du fait que l'on reconnaît aujourd'hui le prix effrayant payé par les peuples autochtones pour ces projets d'énergie sale.

Solidarité sans frontières

Les oléoducs ont également fait naître des efforts prometteurs en matière d'organisation

transfrontalière. L'oléoduc Keystone XL, qui aurait livré le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta aux raffineries et aux ports en eaux profondes du Texas, fut contesté par un certain nombre de Premières Nations et de groupes tribaux d'Autochtones des États-Unis, et aussi par des propriétaires de ranchs et des militant-e-s environnementalistes, tant au Canada qu'aux États-Unis. Cette opposition concertée a fini par convaincre l'administration Obama de refuser son approbation à la phase finale de l'oléoduc en novembre 2015. Plus récemment, l'oléoduc Dakota Access, qui transporterait le pétrole brut du Dakota du Nord jusqu'en Illinois, est devenu le lieu d'une lutte majeure : l'action directe des Autochtones habitant aux États-Unis pour défendre leurs droits territoriaux traditionnels est la plus ample qu'on ait vue depuis des décennies, et un large mouvement d'appui – comprenant celui des Premières Nations vivant au Canada – est apparu à l'échelle du continent.

Cette nouvelle ère de luttes transfrontalières a sans doute commencé en 2011 avec le mouvement Occupy. C'est une publication canadienne – *Adbusters*, un magazine lustré qui se consacre à la subversion culturelle (*culture jamming*) – qui a lancé en juillet 2011 l'appel à l'occupation de Wall Street. (Pour une analyse en profondeur de ce mouvement, voir Ethan Earle, *A Brief History of Occupy Wall Street*, New York, RLS-NYC, 2012). La protestation pacifique entreprise dans le parc Zuccotti à New York résonna à l'échelle de l'Occident, y compris au Canada et au Québec, exerçant une forte influence sur le discours politique avec son slogan « Nous sommes les 99% » et apportant dans le champ de la politique conventionnelle, pour la première fois depuis des décennies, un propos sur les classes sociales, l'inégalité des revenus, et la nécessité du changement systémique et de la solidarité. La nature du système bancaire canadien avait mis le pays à l'abri des pires conséquences économiques de la crise financière de 2008, mais le Canada n'était pas

immunisé contre les effets réactionnaires de la crise, et les tendances à long terme vers une inégalité croissante de richesses et de revenus ont été pleinement visibles ici, comme le confirment de nombreux rapports de l'OCDE pour les trois décennies entre le début des années 1980 et la fin des années 2000. Ainsi, les thèmes du mouvement Occupy ont trouvé un public réceptif parmi les jeunes au Canada.

Les campements ont donc surgi à Toronto, Vancouver et Montréal, où des milliers de personnes ont planté des tentes dans le centre-ville, reproduisant les slogans d'Occupy Wall Street. La culture politique d'Occupy s'est également reproduite, diffusée notamment par les vidéos sur Internet, les reportages des médias, et les visites de militant-e-s à New York : assemblées adoptant un mode de décision par consensus, plateforme ouverte pour la prise de parole, images à forte charge symbolique comme le micro du peuple. Les occupations au Canada et au Québec, qui furent largement le fait de militant-e-s d'expérience à tendance anarchiste, reçurent un certain appui matériel des syndicats, tout au moins à Toronto. À la différence du mouvement de New York, les mouvements Occupy au Canada eurent tendance à mettre l'accent sur les droits autochtones et les enjeux environnementaux, bien que ces questions fussent source de tensions aux assemblées. En fin de compte, les autorités municipales mirent fin aux occupations. Les assemblées continuèrent pendant un certain temps, mais le processus complètement ouvert menait à des réunions épuisantes, et les meilleurs organisateurs s'éloignèrent. À la différence des États-Unis, où Occupy continua de se réinventer sous la forme d'Occupy Sandy et autres tentatives d'organisation créatrice, au Canada les mouvements Occupy, tout en ayant eu un effet sur le discours politique, semblent avoir laissé peu d'autres traces.

Plus récemment, le mouvement Black Lives Matter, apparu en 2013 pour protester contre

les meurtres d'hommes noirs abattus sans motif par la police aux États-Unis, s'est étendu au Canada et particulièrement à Toronto, où un mécanisme semblable de ciblage de jeunes hommes noirs par la police continue de fonctionner sans obstacle. (Ailleurs au Canada, ce sont les hommes et les femmes autochtones qui subissent la plus grande violence d'un régime policier raciste).

Les luttes pour la justice pour les migrant-e-s trouvent également leur inspiration aux États-Unis, où la mobilisation en faveur de ces personnes, et particulièrement des travailleuses et travailleurs agricoles, s'inscrit dans une plus longue histoire. Au Canada, pays qui a refusé jusqu'ici de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, les travailleuses et travailleurs migrants représentent une part toujours plus grande de la population active en raison de programmes d'importation du travail comme le Programme des travailleurs étrangers temporaires. Les conditions de travail des migrant-e-s sont généralement dures, leurs droits ne bénéficient d'à peu près aucune protection légale, et on peut les renvoyer chez eux au moindre signe de dissidence.

Il existe depuis longtemps des initiatives de la base pour organiser les travailleuses et travailleurs migrants, parfois avec l'appui des syndicats; Migrants en Colombie-Britannique, Justicia en Ontario et le Centre des travailleuses et travailleuses immigrants au Québec en sont des exemples. Certains syndicats dont les Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce ont également mis sur pied leurs propres structures pour organiser les travailleuses et travailleurs migrants. Par ailleurs, pendant les quinze dernières années, des groupes de justice pour les migrant-e-s sont apparus dans les centres urbains sous la bannière « Personne n'est illégal », inspirée du slogan de la solidarité avec les migrants des

années 1990 en Allemagne : « *Kein Mensch ist illegal* », et influencée par un mouvement politique états-unien plus jeune et plus radical en faveur de la justice pour les migrant-e-s. Tout en favorisant une vision radicale de frontières ouvertes, ces groupes, constitués surtout de gens de couleur urbains de classe moyenne, ont souvent obtenu leurs meilleurs résultats lorsqu'ils ont revendiqué des mesures plus réformistes : politique « ne rien demander, ne rien dire » pour assurer l'accès des sans papiers aux services publics, abolition de la détention de durée indéfinie pour les migrant-e-s, etc.

Également dans le domaine des droits des travailleuses et travailleurs, la lutte pour un salaire minimum de 15 \$ a pris de l'ampleur au nord de la frontière américaine. Prenant pour modèle une campagne née aux États-Unis, le mouvement syndical a lancé en 2015 une campagne nationale sur ce thème, qui a récemment obtenu une victoire en Alberta. Les syndicats québécois et Québec solidaire se sont également joints au mouvement, ce qui en a fait une chose assez rare : une campagne pancanadienne.

Femmes : deux pas en avant, un pas en arrière

Si l'on se fie aux normes de l'Occident, la lutte pour l'égalité des femmes au Canada et au Québec n'a progressé que de façon inégale depuis les années 1990, alors que le Canada était un chef de file mondial en termes d'égalité des sexes. Au début du nouveau millénaire, le pays ne pouvait plus se targuer d'un statut aussi enviable même au sein de l'OCDE, qu'il s'agisse d'équité salariale, de violence contre les femmes, de la pauvreté des femmes ou de leur faible représentation politique. En 2015, la Canada se situait au 23^e rang de l'Indice d'inégalité de genre des Nations Unies. La décennie Harper a contribué au recul : la cause de femmes fut bloquée par le programme d'aus-

térité sélective des conservateurs, lequel comprenait des coupures massives au financement de douzaines de groupes qui défendaient les droits des femmes. La cause des femmes subit aussi les conséquences néfastes d'un refus opiniâtre du gouvernement de s'attaquer au problème endémique de la violence contre les femmes autochtones, et la lutte pour l'égalité souffrit un autre revers lorsque le gouvernement chercha, de façon délibérée, à miner les fondements et à empêcher la création d'un programme national de garde des enfants, objectif qui unit depuis les années 1960 les féministes de la gauche et du mouvement syndical et les militantes libérales des droits des femmes. En ce domaine, le mouvement des femmes au Canada anglais ne peut qu'envier le modèle québécois des services de garde abordables instauré par le Parti québécois en 1997. Ce programme de garderies à but non lucratif soutenues par une subvention universelle, inauguré avec un coût fixe de 5 \$ par jour, a constitué la réussite phare du mouvement féministe du Québec – dont la Fédération des femmes du Québec, née il y a cinquante ans, est la pierre angulaire – et des groupes anti-pauvreté. Malheureusement, il fait aujourd'hui partie des nombreuses victimes de l'attaque néolibérale contre les services publics menée par les gouvernements libéraux successifs de la province : ceux-ci ont augmenté le coût par jour, favorisé les garderies à but lucratif et remplacé l'universalité par une échelle mobile basée sur le revenu. Les services de garde demeurent toutefois plus accessibles au Québec qu'ailleurs au Canada, où ils sont toujours hors de portée pour les femmes et les familles de la classe des travailleurs ou occupant des emplois précaires.

Il y a une victoire du mouvement des femmes au Canada et au Québec qu'il a été impossible, jusqu'ici, de remettre en cause : c'est celle du droit à l'avortement. En 1988, après des années de luttes légales et politiques, la Cour suprême du Canada a aboli la disposition du

Code criminel qui touchait l'avortement en affirmant que cet article enfreignait le droit des femmes « à la vie, à la liberté et à la sécurité de [leur] personne » reconnu dans la Charte canadienne des droits et libertés. Le Canada aujourd'hui est l'un des seuls pays au monde où l'interruption volontaire de la grossesse n'est pas régie par la loi.

Cette victoire est le fruit d'un combat complexe contre les restrictions paternalistes à l'avortement, livré dans le contexte de la lutte que continuent de mener les femmes pour assurer leur pouvoir sur leur corps. Aux premières lignes se trouvaient le docteur Henry Morgentaler et les militant-e-s pro-choix de l'Association canadienne pour l'abrogation de la loi sur l'avortement (qui devint par la suite l'Association canadienne pour le droit à l'avortement), et les premières victoires eurent lieu à Montréal, là où Morgentaler, qui y dirigeait une clinique d'avortement, fut jugé et acquitté trois fois entre 1973 et 1975 dans une série étonnante de refus par les jurys de valider la loi; ces refus étaient d'autant plus étonnants que le Québec ne s'était émancipé que récemment, bien que définitivement, de l'autorité répressive de l'Église catholique. Arrivé au pouvoir en 1976, le Parti québécois annonça qu'il ne poursuivrait pas Morgentaler. La lutte continua pendant douze ans, centrée désormais sur l'Ontario, mais mobilisant des femmes partout au pays. Depuis la décision historique de la Cour suprême, il y a eu une quarantaine de projets de loi et de motions mis de l'avant par des hommes politiques (car il s'agit surtout d'hommes) cherchant d'une façon ou d'une autre à recriminaliser l'avortement, mais ces projets ont échoué en raison d'un soutien public pour le droit à l'avortement qui rend explosif, sur le plan politique, toute attaque ouverte contre le droit de choisir des femmes. Le mouvement pro-choix demeure toutefois vigilant, et si l'avortement n'est pas limité par la loi, l'accès y est inégal en pratique et demeure un sujet de désaccord.

Carrés rouges, printemps érable : la grève étudiante au Québec

Parmi les nombreux mouvements sociaux menés par des jeunes qui ont marqué l'imaginaire radical dans le nouveau millénaire, des Indignados à Occupy Wall Street, la grève étudiante du Québec en 2012 est l'un des développements les plus prometteurs du continent nord-américain. Si l'esprit du syndicalisme de combat s'est atténué, celui du syndicalisme étudiant de combat a connu une montée au Québec, du moins pour un temps, offrant un exemple instructif du pouvoir de l'action collective. Le mouvement étudiant a mobilisé à peu près les trois quarts des étudiant-e-s des collèges et universités; il a déclenché certaines des plus grandes manifestations de l'histoire canadienne; il a résisté à une répression sévère et grandissante, marquée par la brutalité policière et assortie d'une loi spéciale restreignant la liberté d'association et d'expression; et il a suscité une vague de soutien populaire qui a causé la chute d'un gouvernement.

Survenant en réponse au projet d'augmenter les frais de scolarité universitaires de 75 p. 100 sur cinq ans, le « printemps érable » du Québec, comme on a nommé cette période de contestation, ne surgit pas ex nihilo. L'éducation au Canada relève des provinces et les étudiant-e-s universitaires au Québec ont l'habitude, depuis des décennies, d'une résistance militante aux augmentations des frais de scolarité qui a joué un rôle clé dans le maintien de l'accessibilité de l'enseignement supérieur de la province dans un pays où les frais moyens du premier cycle universitaire sont parmi les plus élevés de l'OCDE, malgré le caractère surtout public du système universitaire canadien. Au Québec, les frais de scolarité moyens ont à peu près triplé depuis une trentaine d'années, passant d'environ 900 \$ dans les années 1990 à plus de 2 800 \$ aujourd'hui. La volonté d'assurer une éducation abordable et laïque en français remonte à la Révolution tranquille

des années 1960, pendant laquelle les Québécois-e-s ont voulu affirmer leur pouvoir sur leur situation économique et sociale et se sont révoltés contre la mainmise hégémonique de l'Église sur l'enseignement.

Tout en mettant à l'avant-plan la question immédiate des hausses de frais de scolarité, les étudiant-e-s en grève, menés par un front commun d'associations étudiantes, ont explicitement fait le lien entre l'attaque contre l'accès à l'éducation et l'attaque néolibérale contre les services publics en général, comme l'exprimait le slogan « La grève est étudiante, la lutte est populaire ». Les jeunes intellectuel-le-s du mouvement, dont Gabriel Nadeau-Dubois (porte-parole de l'association la plus radicale, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante [ASSÉ], puis de la coalition de groupes formés pour faire la grève), ont publié une critique de la corporatisation croissante de l'enseignement supérieur et présenté des arguments pour la gratuité de l'éducation comme objectif à long terme.

Les syndicats déçurent les étudiant-e-s par un appui dont la relative mollesse excluait tout espoir d'une « grève sociale » contre l'austérité, mais le mouvement étudiant fut renforcé de façon inattendue par des démonstrations de solidarité spontanées et soutenues de la part de citoyennes et de citoyens dans beaucoup de quartiers de Montréal : les gens se rassemblaient tous les soirs dans la rue pour frapper sur des casseroles, malgré une loi d'urgence exigeant que les manifestant-e-s donnent d'avance leur itinéraire à la police. Mais malgré les manifestations de casseroles, l'opinion politique majoritaire de la province, façonnée par des médias conventionnels massivement hostiles au mouvement étudiant, soutenait à la fois la hausse des frais de scolarité et les lois répressives du gouvernement. Espérant profiter de cette désapprobation, le gouvernement libéral de la province déclencha une élection plus tôt que prévu, après cinq mois d'une grève

qui au total en dura sept. Le Parti libéral avait toutefois mal jaugé sa popularité, et le Parti québécois, perçu comme ayant plus de sympathie pour les étudiant-e-s, fut porté au pouvoir, mais les libéraux furent réélus six mois plus tard avec un nouveau chef et un programme d'austérité d'une brutalité sans précédent.

La grève étudiante résonna auprès d'étudiant-e-s progressistes un peu partout en Occident, comme en témoigna la propagation, de Paris à Cleveland, du petit carré rouge emblématique du mouvement, symbolisant la hausse des frais de scolarité qui mettait les étudiant-e-s « carrément dans le rouge ». Au pays, cependant, il fut décevant de voir que l'esprit de résistance ne s'étendait pas au Canada anglais, même si les frais de scolarité y sont nettement plus élevés qu'au Québec et malgré les difficultés qu'entraînent les politiques néolibérales pour les jeunes partout au Canada, avec la prolifération du travail précaire et des niveaux de chômage des jeunes près de deux fois et demi supérieurs aux taux pour les adultes.

Une nouvelle génération politique fut forgée au Québec en 2012 dans le creuset du néolibéralisme, ce qui est de bon augure pour le renouveau de la gauche au Québec malgré le fléchissement, pour l'instant, du cycle de la contestation. Mais si la résistance étudiante au Québec a suscité de l'intérêt et certaines expressions de solidarité parmi les étudiant-e-s ailleurs au Canada, à ce jour, en tout cas, elle n'a inspiré aucune remontée majeure en termes d'activisme.

La fonction d'allié

Pendant ce temps, au Canada anglais, depuis le déclin du mouvement altermondialiste, le radicalisme des jeunes dans les universités s'exprime surtout par les luttes de solidarité avec les Palestinien-ne-s, la recherche de justice pour les migrant-e-s, la solidarité avec les

Autochtones, et la mobilisation en faveur de la justice environnementale ou plus récemment du mouvement Black Lives Matter. Dans les universités, les jeunes qui développent des points de vue critiques dans le domaine politique le font souvent parce qu'ils sont exposés aux études féministes ou « critical race », à la théorie *queer*, ou aux études postcoloniales, autochtones, ou du colonialisme de peuplement.

La conséquence de ces développements dans la pratique activiste étudiante a été la création de regroupements politiques axés sur l'identité et le développement d'une culture de la fonction d'allié (*allyship*), dans laquelle des personnes et des groupes relativement privilégiés cherchent à appuyer les actions et les objectifs de minorités opprimées. Depuis plusieurs décennies déjà, la formation anti-oppression, visant à sensibiliser les gens au privilège et aux comportements et attitudes opprimants qui y sont associés, est une caractéristique distinctive de nombreux groupes activistes au Canada anglais, ainsi que de certains organismes sans but lucratif. Ce type de formation, de par

sa nature même, met l'accent sur les comportements individuels et la nécessité d'assumer personnellement la responsabilité des problèmes systémiques. Elle est sujette à la cooptation libérale et est même offerte aujourd'hui en entreprise, généralement après avoir été rebaptisée « formation à la diversité ».

Dans les mouvements sociaux de gauche, la fonction d'allié a pris une importance particulière en lien avec les luttes autochtones. Presque tous les groupes de gauche articulent maintenant un point de vue politique explicitement anticolonial de solidarité avec les peuples autochtones, y compris les groupes qui se mobilisent sur d'autres enjeux, et même lorsque ce point de vue peut paraître en tension avec les idées politiques fondamentales du groupe: c'est le cas, par exemple, du groupe de justice pour les migrant-e-s Personne n'est illégal, qui revendique des frontières ouvertes tout en incorporant à sa pratique de base l'appui à la souveraineté autochtone. La culture de l'appui à la souveraineté autochtone est particulièrement forte chez les jeunes gens de gauche à tendance anarchiste.

Cultiver la pensée critique

Les enquêtes sur l'état de la concentration des médias au Canada constituent un véritable passe-temps national. Cependant, ni les chemises déchirées sur la place publique, ni la multiplication des recommandations depuis soixante ans n'ont eu le moindre effet : le mouvement vers la concentration de la propriété des entreprises a continué de façon inexorable. Le Canada a maintenant le triste privilège de présenter l'un des plus hauts niveaux de consolidation des médias parmi les pays du G8, ce qui donne précisément les résultats auxquels on pourrait s'attendre pour ce qui est de la gamme des opinions politiques représen-

tées dans la presse et les médias audiovisuels. Pour ne citer qu'un exemple malheureux, les journalistes affectés spécialisés dans le monde du travail ont pris le chemin de l'extinction bien avant que les médias conventionnels ne se mettent à licencier massivement les journalistes. Le fait que la grande majorité des quotidiens du pays ait appuyé le gouvernement Harper dans les deux dernières élections fédérales est un indice grossier de la situation.

Parmi les journaux nationaux, seul le *Toronto Star* (fondé en 1892 par des imprimeurs et journalistes en grève, aujourd'hui le plus

grand quotidien au Canada) propose régulièrement un point de vue libéral ou provenant parfois du centre-gauche. Le journal offre une tribune à plusieurs chroniqueurs, dont Linda McQuaig et Thomas Walkom, sur lesquels on peut compter pour contester le statu quo. Au Québec, la longue tradition de journalisme critique au *Devoir* (seul quotidien indépendant de la province) est beaucoup moins en évidence aujourd'hui que dans le passé. La même chose est vraie de Radio-Canada, société de télédiffusion aujourd'hui âgée de quatre-vingts ans, et de sa contrepartie anglophone, la CBC. Créée en raison de pressions populaires exprimées dans les années 1930 par la Canadian Radio League, qui revendiquait la création d'un radiodiffuseur public indépendant du marché et non inféodé aux intérêts commerciaux américains, la Société Radio-Canada/CBC, sur laquelle on pouvait autrefois compter pour une certaine part de programmation et de commentaires libéraux, subit depuis quarante ans des coupures de plus en plus dévastatrices, infligées surtout par des gouvernements conservateurs, qui ont miné ses forces et l'ont rendue plus docile face au pouvoir.

Affrontant l'indigence des sources progressistes de nouvelles et d'information, la gauche au Canada et au Québec continue de créer et de soutenir une variété de publications, de maisons d'édition et d'instituts de recherche, en français et en anglais, qui alimentent et diffusent un point de vue critique sur les affaires nationales et internationales. Cette tâche a été facilitée, dans les dernières décennies, par le Web et les médias sociaux.

Quelques-uns des ces organismes et entreprises sont suffisamment établis pour mériter le titre d'institutions de la gauche canadienne: le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), par exemple, qui réalise un large éventail d'études sur les orientations sociales, économiques et environnementales, traitant de sujets allant des ententes commerciales à la

fiscalité, de l'éducation aux soins de la santé, des emplois précaires aux oléoducs. Ce centre de recherche produit également chaque année un budget fédéral alternatif, exercice servant à démontrer les possibilités d'une économie régie par des principes autres que le profit privé. Le CCPA a sa contrepartie au Québec, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), fondé en 2000 et employant un groupe de jeunes chercheurs en sciences sociales qui, comme les chercheurs du CCPA, visent à dévoiler pour un large public les fondements idéologiques des orientations néolibérales adoptées par les gouvernements provinciaux et fédéral. De même, le Parkland Institute de la University of Alberta est un centre de recherche dont l'approche se situe largement à gauche et qui s'intéresse aux enjeux de la démocratie et de la justice sociale et économique à l'échelle régionale et nationale.

Il existe au Canada des douzaines de revues de gauche en langue anglaise, dont les plus notables comprennent *Canadian Dimension* (CD) et *Briarpatch*, tous deux basés dans les provinces de la Prairie. Fondé en 1963 pour être la voix de la Nouvelle Gauche des années 1960, CD a continué, au fil des décennies, à mettre de l'avant les analyses et les commentaires de la gauche radicale sur toutes les questions intéressant la gauche au Canada. Explicitement anticapitaliste, le magazine reste néanmoins indépendant de toute ligne de parti ou orientation théorique. *Briarpatch*, de dix ans plus jeune que CD, est également un périodique radical et non sectaire dont le comité de rédaction, les collaboratrices et les collaborateurs et le lectorat sont plus jeunes et plus divers que ceux de son aîné.

Ces publications offrent une analyse critique des développements propres au Canada qui est presque entièrement absente des médias conventionnels. De plus, la deuxième moitié du vingtième siècle a vu naître d'autres publications de gauche, destinées à un public instruit

mais non spécialiste, dont certaines persistent à ce jour, notamment *This Magazine* (fondé en 1966), qui offre une perspective progressiste sur les arts et la culture, *The Dominion* (fondé en 2003), publié par un réseau de coopératives de médias progressistes locaux, et d'autres qui ont disparu, dont la revue à tendance largement anarchiste *Our Generation* (1961-1994). Même s'ils ont à leur actif une quantité impressionnante de contenus intelligents, inspirants et stimulants, souvent produits dans des conditions difficiles, les périodiques de gauche en langue anglaise n'ont probablement pas, au total, un lectorat dépassant les dizaines de milliers. L'arrivée de l'Internet a toutefois permis de lancer un certain nombre de magazines en libre accès, disponibles exclusivement en ligne, dont le rayonnement est beaucoup plus grand, de même que la capacité de monter des dossiers sur les enjeux de l'heure et d'intervenir à point nommé dans les débats : on peut citer *Rabble*, *The Tye* (basé en Colombie-Britannique) et une publication récemment fondée, *Ricochet*, ainsi que des publications imprimées et numériques aux orientations plus théoriques comme la revue *Upping the Anti* et le site Web de Socialist Project, qui diffuse le bulletin électronique *The Bullet* et une collection grandissante de présentations vidéo sous la rubrique *Left Streamed*.

Malgré le taux relativement élevé de syndicalisation au Canada et au Québec, on n'y trouve pas de presse syndicale, mais seulement les bulletins d'information de certains syndicats. C'est pourquoi, à moins d'un événement majeur, les actualités du mouvement syndical ne sont généralement ni diffusées, ni commentées. Deux publications indépendantes de la gauche syndicale cherchent à combler cette lacune en anglais : *Our Times* et la publication plus récente *Rank and File*, qui fait la promotion du renouveau syndical « d'en bas », et qui est activement engagée dans des campagnes transfrontalières comme le mouvement pour la justice pour les migrant-e-s et le combat

pour un salaire minimum à 15 \$, ainsi que d'autres campagnes associées aux enjeux du travail.

La publication progressiste ayant la plus grande longévité au Canada est une revue bimensuelle de langue française, *Relations*, fondée par les jésuites en 1941 et financée par eux à ce jour. Faisant la promotion des valeurs de la justice économique et sociale depuis la fin des années 1950, *Relations* y a récemment ajouté une réflexion sur la crise écologique. L'effervescence nationaliste des années 1960 et 1970 a donné naissance au Québec à plusieurs revues progressistes dont *Parti pris* et *Les Cahiers du socialisme*, celle-ci préfigurant l'actuelle publication trimestrielle *Nouveaux cahiers du socialisme* qui se situe à la croisée de l'écriture universitaire et journalistique, tout comme d'autres fournisseurs récents d'idées et d'informations de gauche comme les revues *Possibles* et *Liberté*. Une revue imprimée d'orientation plus populaire, *À Babord*, et l'hebdo numérique *Presse-toi à gauche*, complètent le portrait des principaux médias de gauche au Québec.

Pour développer une compréhension commune des enjeux et des défis affrontés par la gauche au Canada, pour créer un espace de débat et de dialogue, pour faire connaître et analyser les activités des mouvements sociaux, et, de façon générale, pour mener une guerre de position contre-hégémonique, ce quatrième pouvoir de gauche est indispensable. Et compte tenu de la difficulté que représentent les rencontres en personne dans un contexte de grandes distances géographiques, il a joué un rôle clé simplement par le fait de renseigner les gens sur les événements dans d'autres provinces et de créer le sentiment d'une lutte commune (bien que cette fonction soit maintenant largement périmée avec l'émergence des médias sociaux). Cependant, les organismes qui produisent les publications de gauche sont généralement précaires; ils fonctionnent avec des moyens infimes, n'ont presque pas accès

aux revenus publicitaires, et doivent se livrer concurrence pour les maigres fonds accordés par l'État, les syndicats, et les bailleurs de fonds privés. Rares sont ceux qui peuvent verser à leurs collaboratrices ou collaborateurs des cachets autres que symboliques, et encore plus rare la capacité de financer le journalisme d'enquête de façon soutenue.

En plus des périodiques, il existe une industrie de l'édition, petite mais intrépide, qui diffuse le travail de journalistes et de chercheurs radicaux du Québec, du Canada, et d'ailleurs qui ne seraient jamais publiés par les grandes maisons d'édition. Fernwood et Between the Lines au Canada, Lux et Ecosociété au Québec, sont des exemples notables. Mais il ne faut pas sous-estimer à quel point il peut être difficile de fonctionner dans une économie de marché capitaliste. En plus du défi d'élargir le lectorat des livres qui contestent le statu quo, il y a les problèmes pratiques comme la disparition d'un grand nombre de librairies indépendantes, disparition qui a rétréci, dans les dernières décennies, le marché du détail pour ces presses.

Enfin, plusieurs revues universitaires indépendantes de gauche, existant depuis longtemps, ont servi de lieux de diffusion essentiels pour les chercheurs socialistes canadiens, notamment *Studies in Political Economy*, la revue bilingue *Le Travail/Labour*, et *Alternate Route*. (Il est pertinent aussi de mentionner *Socialist Register*, publication d'orientation internationale, mais qui est actuellement codirigée par deux des chercheurs de gauche les plus respectés du Canada, Leo Panitch et Greg Albo). Le financement de ces revues est lui aussi incertain à l'ère néolibérale où les universités du pays, presque toutes entièrement financées par l'État, ont à peu près terminé leur transition vers le modèle marchand fondé sur les critères du profit et de la valeur commerciale. De plus, et malgré de nombreuses exceptions dont on ne peut que reconnaître la très grande qualité, il y a trop peu d'engagement dans les mouve-

ments et les partis de gauche de la part d'un corps professoral radical plus enclin que jamais à produire dans une langue opaque, pour la consommation exclusive de collègues universitaires, des méditations sur des questions théoriques hermétiques; mais cette énigme n'a rien de proprement canadien.

Sans être explicitement de gauche dans leur orientation politique, les médias autochtones en plein essor couvrent les communautés des Premières Nations et des Inuit. À quelques exceptions près, cette couverture a longtemps fait lamentablement défaut dans les médias conventionnels, et lorsqu'on y aborde les questions autochtones, c'est souvent à travers le prisme du colonialisme et du racisme. Jusqu'à récemment, d'ailleurs, même les médias de gauche n'offraient qu'un traitement erratique de ces sujets. On constate toutefois que la situation a tendance à changer alors que les différentes composantes de la gauche au Canada et au Québec commencent à inscrire les droits et les revendications autochtones au cœur de leur vision du changement social et politique. Mais seuls des médias qui donnent aux Autochtones la capacité de parler pour eux-mêmes, et de faire vivre leurs langues et leurs cultures, pourront commencer à apporter un remède réel à leur exclusion historique et au silence qui leur a été imposé. Dans le domaine des médias, des Autochtones de la base ont réussi à créer des journaux et des stations de radio communautaires tirant le diable par la queue et, en 1999, le Réseau de télévision des peuples autochtones (mieux connu sous son sigle anglais APTN); deux autres exemples notables d'initiatives venant de la base sont Redwire, un projet multimédia pour les jeunes Autochtones (mort aujourd'hui d'un manque de financement), et les services de télévision, de radio et de communications imprimées offerts par la Wawatay Native Communications Society de la nation Nishnawbe Aski, dans le nord de l'Ontario. Plus récemment, on a vu apparaître un nouveau magazine jeunesse

autochtone, *Red Rising*, publié à partir de Winnipeg, qui exprime sous l'angle de la diversité le militantisme, la pensée et la culture autoch-

tones contemporains, et qui s'inscrit de façon consciente dans une relation avec les courants de la pensée et du militantisme de gauche.

Bâtir des ponts

Comme nous avons essayé de le montrer, le paysage de la gauche au Canada et au Québec est loin d'être aride, mais reste inégal et fragmenté. Il en résulte un rapport de force défavorable pour tout mouvement cherchant à réaliser un projet de justice sociale tant soit peu significatif, et encore bien plus pour tous ceux qui chercheraient à démocratiser ou à liquider l'État capitaliste.

Dans un éditorial récent de la *New Left Review* (mars-avril 2016) consacré à un bilan des forces de la gauche en Europe et en Amérique du Nord, Susan Watkins a souligné que le Canada est l'un des rares pays occidentaux où « il n'y a eu aucun renouveau de la gauche ». Watkins a choisi de mettre l'accent sur le champ de la politique parlementaire au niveau national, négligeant par conséquent le jeune parti Québec solidaire qui s'inscrit manifestement dans son modèle d'une opposition revitalisée située à gauche au sens large. Il est vrai, cependant, qu'au niveau fédéral le Canada n'a trouvé aucun leader progressiste charismatique de la trempe de Jeremy Corbyn ou de Bernie Sanders, ni aucun nouveau parti pour contester l'hégémonie du NPD. Le mécontentement sous-jacent qui a alimenté Sanders et Corbyn existe certainement ici et pourrait éventuellement prendre une forme capable de susciter une adhésion de masse.

Le principal dilemme de la gauche au Canada est peut-être l'absence d'organisations radicales ayant un caractère de masse et pouvant mener une action stratégique, organisations qui pourraient stimuler les capacités démocratiques et intellectuelles des gens ordinaires et développer

un point de vue autre sur le monde qui serait à la fois ambitieux et crédible. Mais pour une bonne partie de la gauche, jusqu'ici, les questions de l'organisation de masse, de la convergence, ou de stratégies efficaces pouvant unir les mouvements ont à peine été envisagées.

Le syndicat le plus progressiste au Canada, celui des travailleurs et travailleuses des postes, formulait ainsi le problème dans une déclaration de septembre 2016 :

Nous vivons à une époque tumultueuse. Les changements climatiques, l'oppression institutionnelle, la xénophobie et le capitalisme sauvage représentent une menace trop grande pour y opposer des ripostes individuelles. Jamais la nécessité de transformer le système n'est apparue de façon aussi évidente. Tout ce qu'il nous manque, c'est une organisation à vaste portée capable de réunir toutes les luttes en une seule et de mobiliser les gens de ce pays pour effectuer les changements systémiques que nous savons tous nécessaires. Qu'attendons-nous pour passer à l'action ?

C'est une vraie question qui se pose de plus en plus dans les échanges au sein de la gauche au Canada, même si toute perspective d'un véritable projet politique pancanadien dépend de la réussite d'un projet dont on ne peut que reconnaître la difficulté : celui de bâtir des ponts entre les gauches respectives du Canada et du Québec. Le Forum social des peuples, tenu à Ottawa à l'été 2014, a suscité l'espoir d'une coopération et d'une convergence stratégiques accrues à gauche. Initiative majeure conçue pour favoriser la convergence des forces progressistes et pour bâtir une large alliance stratégique contre les politiques néolibérales et né-

oconservatrices au Canada, le Forum était sans précédent en ce qu'il a rassemblé les forces disparates travaillant à l'échelle du pays, dans des lieux et des espaces variés, à un projet de transformation sociale (et parfois socialiste). Le but était de faciliter les échanges directs entre des personnes, et des peuples, qui ont rarement ou jamais l'occasion de se trouver au même endroit. Le Forum a réussi à réunir des militant-e-s et des intellectuel-le-s du Québec, des communautés autochtones, et du Canada anglais pour échanger des idées et affronter des problèmes et des tensions historiques qui ne sont toujours pas résolus pour beaucoup de gens de gauche, particulièrement en ce qui concerne la question de l'autodétermination du Québec et des peuples autochtones.

Ce sommet énergisant de trois jours a donné lieu à des discussions sur le renouveau de la gauche qui ont mis l'accent, jusqu'ici, sur quatre projets distincts bien qu'encore informés. Le premier, déjà évoqué, est celui qui place ses espoirs dans un virage à gauche au sein du NPD, virage qui s'inspirerait, par exemple, de la vision radicale du manifeste « Grand Bond vers l'avant ». Est-il réaliste ou souhaitable de s'attendre à des changements de fond de la part d'un NPD déjà délesté de son héritage socialiste et démuné de tout leadership de gauche convaincant ? C'est une question qui suscite d'âpres discussions au sein de la grande famille de la gauche. Pour la gauche anticapitaliste, il est clair que la réponse ne peut être que négative.

Bien sûr, il n'est pas entièrement inconcevable que le NPD, après dix ans d'errances dans le désert du néolibéralisme, à court d'idées progressistes et affrontant un premier ministre libéral qui fait courir les foules, cherche à se donner un but et un caractère distinctif en adoptant le manifeste « Grand Bond vers l'avant » – ou tout autre virage à gauche comparable – pour éviter d'être condamné à l'insignifiance. L'élection d'un gouvernement libéral capable de faire croire aux électeurs qu'il re-

présente un véritable changement par rapport aux conservateurs pourrait avoir pour effet, en fin de compte, d'inciter le NPD à retrouver ses racines comme option sociale-démocratique au Parlement canadien.

En l'absence de signes encourageants de la réalisation de ce scénario, certains intellectuels de gauche respectés souhaitent la formation d'un parti socialiste pancanadien. Une telle action irait à l'encontre de la tendance vers des partis plus diffus sur le plan idéologique, largement progressistes et de type coalition, qui ont caractérisé le renouveau de la gauche dans le nouveau millénaire. Et bien que le socialisme connaisse, en ce moment, une certaine réhabilitation dans la sphère anglo-américaine, notamment en raison des campagnes de Sanders et Corbyn, qui en reprenant le terme – même si ce n'était pas au sens le plus fort – l'ont sauvé du mépris qu'il suscitait chez un public plus large, on peut toutefois douter que l'appui requis pour un parti national basé sur ses membres, qui serait explicitement socialiste et anticapitaliste, existe aujourd'hui au Canada et au Québec et puisse donner naissance à autre chose qu'un nouveau groupe sectaire.

Pour certains, il serait plus productif d'investir les énergies de la gauche dans la création d'un nouveau parti largement progressiste, qui se situerait à gauche du NPD; dans l'une des versions de cette idée, au lieu de chercher à surmonter le clivage complexe entre le Canada et le Québec, ce parti serait exclusivement celui du Canada anglais, un parti « Canada solidaire » qui pourrait travailler en parallèle, et peut-être en alliance fraternelle, avec Québec solidaire.

La déclaration du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes représente un autre pôle de la pensée sur la convergence : il appelle la création d'une sorte de front populaire des syndicats et des mouvements sociaux, une « coalition de solidarité » qui pourrait briser les cloisonnements entre les organismes afin de

faciliter le travail commun. Un modèle local de ce type de coalition existe en Nouvelle-Écosse: c'est l'organisme Solidarity Halifax, basé sur ses membres. Des efforts pour reproduire ce modèle prennent forme dans d'autres provinces et il existe une volonté émergente, parmi les petits organismes de gauche, de créer un mécanisme formel assurant la communication et la collaboration en continu.

Il est difficile de prévoir ce qu'il adviendra de cette initiative. Même si on arrive à établir un réseau de gauche ou une coalition de solidarité fondé sur des principes et des priorités communes, quelles sont ses chances d'exercer une influence réelle sur une majorité qui ne fait pas automatiquement ou facilement les liens entre les épreuves personnelles et les enjeux collectifs, pour reprendre les mots de C. Wright Mills, et pour qui le lien entre capitalisme et changements climatiques, ou entre colonialisme et pauvreté des Premières Nations, ne va pas de

soi ? À la différence de l'Europe du sud, le Canada et le Québec n'ont pas des taux astronomiques de chômage des jeunes; à la différence des États-Unis, les gens ne s'y retrouvent pas en faillite parce qu'ils ont besoin de soins médicaux : le néolibéralisme au Canada n'est pas encore assez avancé pour avoir pu détruire les soins de santé universels ou rendre inaccessibles les études supérieures. Ce que nous pouvons chercher à faire de façon réaliste, dans la conjoncture actuelle, c'est donc de regrouper les mouvements et les formations de gauche dans un réseau de solidarité qui pourra créer de nouvelles relations, coordonner les actions, et entreprendre le travail politique et intellectuel permettant de surmonter les nombreuses divisions qui empêchent la gauche d'accroître son pouvoir au Canada. Si le projet de créer un réseau de solidarité de gauche d'un océan à l'autre prend forme, ce sera le développement le plus prometteur dans le champ de la gauche que le pays aura vu depuis longtemps.

Publications connexes

MAPPING THE LEFT

Progressive Politics in the United States

Par Ethan Young

MAPPING THE EUROPEAN LEFT

Socialist Parties in the EU

Par Dominic Heilig

LEFT TURN IN CANADA?

The NDP Breakthrough and the Future of Canadian Politics

Par Murray Cooke et Dennis Pilon